

PROJET: STDF/PG/593

*Amélioration de la qualité sanitaire et
phytosanitaire du poivre de Penja au
Cameroun pour faciliter l'accès aux
marchés internationaux*

RAPPORT FINAL

TABLE DES MATIÈRES

1. RÉSUMÉ ANALYTIQUE	6
2. CONTEXTE	9
2.1. Le poivre de Penja.....	9
2.2. La situation SPS au Cameroun, et plus particulièrement du poivre de Penja	10
2.3. Le contexte du projet PG593	11
3. BUT DU PROJET.....	12
3.1. Amélioration de la qualité du poivre de Penja	12
3.2. Facilitation de l'accès aux marchés internationaux.....	13
3.3. Amélioration de la qualité de vie des acteurs et des communautés locales.....	13
4. MISE EN ŒUVRE ET GESTION DU PROJET	15
5. OBJECTIF DU PROJET, PRODUITS ET ACTIVITÉS	17
5.1. Résultat I : Meilleure compréhension des risques sanitaires et phytosanitaires, des bonnes pratiques et des exigences d'accès aux marchés.....	18
5.2. Résultat II. Renforcement de la capacité des parties prenantes du poivre de Penja au Cameroun à améliorer la qualité et la sécurité du poivre de Penja	19
5.2.1. Activité II.1. Recensement et géolocalisation des acteurs	20
5.2.2. Activité II.2. Formation de formateurs	21
5.2.3. Activités II.3 à II.6 : Formations des différents métiers actifs dans la filière	21
5.2.4. Activité II.7 : Étude d'impact des formations	25
5.3. Résultat III : Sur base de l'analyse des risques, améliorer la capacité des installations à fournir un environnement approprié pour le développement, la mise en œuvre de bonnes pratiques de réception, de fabrication et d'entreposage.....	31
5.4. Résultat IV : Plate-forme d'échange de connaissances pour les groupes de parties prenantes du projet et sensibilisation au-delà des interventions directes de projet/ Promotion du dialogue Public / privé	32
5.4.1. Activité IV.1 : Organisation de réunions périodiques de sensibilisation	32
5.4.2. Activité IV.2 : Réalisation de vidéos de sensibilisation et de promotion.....	32
5.4.3. Activité IV.2 : Organisation d'une table ronde	33
5.5. Résultat V : Coordination et suivi du projet.....	34
5.5.1. Activité V.2. Atelier de lancement du projet.....	34
5.5.2. Activité V.3. Atelier de fin de projet couplé à des journées portes ouvertes	35
5.5.2. Activité V.4. Évaluation externe de la mise en œuvre du projet.....	36
6. QUESTIONS TRANSVERSALES	38
6.1. Égalité entre les sexes.....	38
6.2. Aspects environnementaux	39

7. DURABILITÉ.....	40
8. APERÇU FINANCIER.....	42
8.1. Budget STDF.....	43
8.2. Contribution FFM SPS (COLEAD).....	44
8.3. Contreparties des partenaires locaux (GR.IGPP, CCIMA, MINCOMMERCE).....	45
9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS.....	46
10. RECOMMANDATIONS ET ACTIONS DE SUIVI	47
11. ANNEXES	49

RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

Bénéficiaire

GROUPEMENT REPRESENTATIF DE L'INDICATION GEOGRAPHIQUE POIVRE DE PENJA (GR.IGPP)

Numéro et titre du projet

STDF/PG/593 : Amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja au Cameroun pour faciliter l'accès aux marchés internationaux

Budget

Valeur totale du projet: EUR 730,372

Montant approuvé de la contribution du STDF: EUR 504,402

Montant décaissé de la contribution du STDF: EUR 406,663

Période de mise en œuvre

Octobre 2019 – Octobre 2022

Organisme chargé de la mise en œuvre

COLEAD (Comité de Liaison Entrepreneuriat-Agriculture-Développement)

Partenaires

GROUPEMENT REPRESENTATIF DE L'INDICATION GEOGRAPHIQUE POIVRE DE PENJA (GR.IGPP)

CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE, DES MINES ET DE L'ARTISANAT DU CAMEROUN (CCIMA)

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Acronyme	Nom complet
AfD	Agence française du développement
BP	Bonnes pratiques
CCIMA	Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat
CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux
CN	Coordinatrice nationale
COLEACP	Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique
COLEAD	Comité de liaison Entrepreneuriat-Agriculture-Développement
COPIL	Comité de pilotage
DRCQ	Direction de la Réglementation et du Contrôle de Qualité
EU	Union européenne
FCFA	Franc CFA (monnaie camerounaise)
FFM SPS	Fit For Market SPS : Renforcement des systèmes sanitaires et phytosanitaires du secteur horticole ACP
GR.IGPP	Groupeement représentatif de l'Indication Géographique Poivre de Penja
IGP	Indication géographique protégée
ITC	Centre du commerce international
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
OAPI	Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONPV	Organisation nationale de la protection des végétaux
PAMPIG	Projet d'appui à la mise en place des indications géographiques dans des Etats africains
PEA-JEUNES	Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Agropastoral des jeunes
PHP	Plantations du Haut-Penja
SPS	Sanitaires et phytosanitaires
STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
TDR	Termes de référence
UKTP	Programme de partenariat commercial avec le Royaume-Uni
USP	Usage sécurisé des pesticides

1. RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le poivre de Penja est une variété de poivre qui est cultivée dans la région de Penja au Cameroun. Il a gagné en popularité ces dernières années en raison de sa saveur unique et de sa grande qualité.

La chaîne de valeur du poivre de Penja implique de nombreux acteurs et étapes, notamment la production, la transformation et la commercialisation. Le poivre de Penja est principalement produit par de petits agriculteurs qui se procurent les plants auprès des pépiniéristes de la filière. Le processus de production comprend la plantation, la récolte et le séchage des grains de poivre. Après la récolte, les grains de poivre sont généralement lavés, triés et séchés selon des méthodes traditionnelles, comme le séchage au soleil. Une fois le poivre séché, il est généralement vendu à des exportateurs ou à des distributeurs qui commercialisent le produit auprès d'acheteurs sur les marchés nationaux et internationaux.

Le poivre de Penja est la première Indication Géographique Protégée (IGP) de l'Afrique sub-saharienne (sous la tutelle de l'OAPI), dont les caractéristiques du sol et le microclimat de l'aire géographique de production, ainsi que ses qualités organoleptiques, font de ce produit un poivre d'exception. En mars 2022, le poivre de Penja s'est vu accorder le statut d'IGP par l'Union européenne, qui reconnaît la qualité et la réputation uniques du poivre produit dans la région de Penja au Cameroun.

La filière du poivre de Penja est confrontée à plusieurs problèmes SPS qui affectent ses exportations. Voici quelques-uns des principaux problèmes SPS auxquels est confrontée l'industrie du poivre de Penja au Cameroun : résidus de pesticides, suite à une utilisation excessive ou une mauvaise utilisation de pesticides par les producteurs ; contamination par les aflatoxines, toxines produites par certaines moisissures (résultant de champignons lors de la production ou du stockage) ; absence d'un système complet de contrôle de la qualité dans la chaîne de valeur ; ou encore, les règlements SPS du Cameroun qui ne sont pas toujours conformes aux normes internationales, ce qui peut entraîner des difficultés pour les exportateurs. Ces défis SPS doivent être relevés pour que les exportations de poivre de Penja soient conformes aux normes internationales et continuent d'être compétitives sur le marché mondial.

C'est dans ce contexte, en raison de l'ensemble des facteurs liés (1) à l'évolution de la chaîne de valeur et le développement de la filière notamment à l'exportation, et (2) les risques SPS existants pour le poivre de Penja, dans le contexte du Cameroun, que démarre le projet STDF/PG/593, appelé « Amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja au Cameroun pour faciliter l'accès aux marchés internationaux ».

En effet, la bonne gestion de ces risques SPS nécessite la mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles, de méthodes de stockage et de transformation appropriées, de tests et de contrôles réguliers, ainsi que d'une réglementation et d'une application efficaces, permettant de réduire considérablement les risques SPS pour la filière.

La promotion des meilleures pratiques sanitaires et phytosanitaires à tous les stades de production, transformation, et distribution du poivre de Penja se traduira par la production de poivres de bonne qualité conformes aux réglementations internationales et améliorera l'accès au marché de la filière.

De plus, le poivre de Penja étant une source majeure d'emplois ruraux (la quasi-totalité est produite par des petits exploitants disposant de terres de moins de trois hectares), l'amélioration de la situation économique de ces producteurs est essentielle pour accélérer les progrès vers l'éradication de la

pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des différents acteurs impliqués dans cette chaîne de valeur.

En mars 2019, le groupement représentatif de l'Indication Géographique Poivre de Penja (GR.IGPP) a obtenu grâce à l'accompagnement technique de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat (CCIMA) auprès du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF), un don pour le projet d'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja pour favoriser son accès aux marchés internationaux. L'Agence d'exécution choisie par le STDF pour la mise en œuvre effective de ce projet est le COLEAD (ex-COLEACP). Le contrat entre le COLEAD et le STDF a été signé le 14 octobre 2019. Le projet STDF/PG/593 a donc démarré le 15 octobre 2019, avec un budget total de 730 372 € (dont 504 402 € du STDF) pour une durée de 3 ans, et s'est clôturé le 14 octobre 2022.

Le projet STDF/PG/593 a permis des progrès significatifs dans l'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja, tout en préservant sa qualité traditionnelle. L'accent mis par le projet sur la compréhension des risques et des exigences en matière d'accès au marché, le renforcement des capacités, l'amélioration des installations et les différentes sessions d'échanges et de sensibilisation des parties prenantes semble avoir été très efficace pour atteindre ses objectifs.

L'élaboration d'un guide de bonnes pratiques SPS, de matériel de diffusion (R1) et l'organisation de sessions de formation et de sensibilisation (R2) ont contribué à accroître la prise de conscience et la connaissance des normes SPS et des bonnes pratiques parmi les acteurs du secteur. L'acquisition d'équipements pour le centre d'agrégation du GR.IGPP et la construction d'une aire de séchage conforme aux normes ont également permis d'améliorer les installations et les infrastructures pour la production et transformation de poivre de Penja (R3). La création et la diffusion de vidéos de sensibilisation et de promotion ont permis de faire connaître et de promouvoir le secteur du poivre de Penja, contribuant ainsi à son développement et à sa croissance (R4).

Les principales réussites du projet sont:

- Un guide de bonnes pratiques SPS est disponible pour la filière poivre de Penja (en français et en anglais)
- Du matériel de dissémination/transmission (brochures didactiques et fiches ravageurs) est disponible pour la filière poivre de Penja (en français et en anglais)
- 32 sessions de formations et/ou sensibilisation ont été réalisées pour les acteurs de la filière, rassemblant 722 participants (dont 31% de femmes)
- L'acquisition d'équipements pour le centre d'agrégation du GR.IGPP, ainsi que la construction d'une aire de séchage conforme aux normes
- La création et diffusion de deux vidéos de sensibilisation et de promotion

L'impact positif du projet s'est étendu au-delà des interventions directes du projet, bénéficiant à l'ensemble du secteur, y compris de manière indirecte. L'augmentation du nombre de membres actifs au sein de la filière et la reconnaissance de l'IGP par l'Union européenne sont des réalisations notables qui témoignent des progrès accomplis par la filière.

De nombreux facteurs ont contribué à la réussite du projet, dont la pleine contribution et participation des parties prenantes locales, à la fois du secteur privé (GR.IGPP, CCIMA) et du secteur public (MINADER, MINCOMMERCE), ainsi que les outils développés et la synergie avec les autres projets actifs sur la filière.

De nombreuses recommandations ont été identifiées pour pérenniser les acquis du projet. Au niveau de la filière, il convient de continuer à diffuser les bonnes pratiques en renouvelant les formations vers

les différents acteurs, ainsi que de structurer la filière pour faciliter l'accès au marché. Au niveau national, il est recommandé de renforcer les capacités des institutions nationales en matière de réglementation et de mise en œuvre des normes SPS, et notamment des laboratoires d'analyses microbiologiques et de résidus de pesticides.

Dans l'ensemble, le projet a réussi à atteindre ses objectifs et a contribué au développement durable de la filière du poivre de Penja au Cameroun.

2. CONTEXTE

2.1. LE POIVRE DE PENJA

Le poivre de Penja est une variété de poivre qui est cultivée dans la région de Penja au Cameroun. Il a gagné en popularité ces dernières années en raison de sa saveur unique et de sa grande qualité.

La chaîne de valeur du poivre de Penja implique différents acteurs et étapes, notamment la production, la transformation et la commercialisation. Le poivre de Penja est principalement produit par de petits agriculteurs dans la région de Penja au Cameroun, qui se procurent les plants auprès des pépiniéristes de la filière. Le processus de production comprend la plantation, la récolte et le séchage des grains de poivre. Après la récolte, les grains de poivre sont généralement lavés, triés et séchés selon des méthodes traditionnelles, comme le séchage au soleil. Une fois le poivre séché, il est généralement vendu à des exportateurs ou à des distributeurs qui commercialisent le produit auprès d'acheteurs sur les marchés nationaux et internationaux.

Le poivre de Penja est la première Indication Géographique Protégée (IGP) de l'Afrique sub-saharienne (sous la tutelle de l'OAPI), dont les caractéristiques du sol et le microclimat de l'aire géographique de production, ainsi que ses qualités organoleptiques, font de ce produit un poivre d'exception. En mars 2022, le poivre de Penja s'est vu accorder le statut d'IGP par l'Union européenne, qui reconnaît la qualité et la réputation uniques du poivre produit dans la région de Penja au Cameroun. Cela signifie que seul le poivre produit dans la région de Penja, selon des méthodes de production et de transformation spécifiques, peut être commercialisé sous le nom de "poivre de Penja" dans l'Union européenne. Cela permet de protéger la réputation du poivre de Penja et de garantir que les consommateurs reçoivent un produit de haute qualité, car ce label garantit la qualité et la traçabilité via un cahier des charges.

Les producteurs et transformateurs, ainsi que les pépiniéristes et distributeurs (sur le marché local) de poivre de Penja doivent rejoindre le GR.IGPP (groupement représentatif de l'IGP Poivre de Penja). Une fois membres, et s'ils respectent le cahier des charges et les bonnes pratiques SPS, ils peuvent utiliser l'appellation IGP sur l'étiquette de leur produit et sur leur matériel de marketing, ce qui peut contribuer à augmenter la valeur et les possibilités de commercialisation de leur produit.

Le poivre de Penja est exporté vers un certain nombre de pays dans le monde, notamment les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon, l'Afrique du Sud et le Nigéria, entre autres. Selon des données récentes, les principaux importateurs de poivre de Penja sont la France, les États-Unis et le Japon.

L'industrie du poivre de Penja a connu une croissance importante ces dernières années, en partie en raison de la demande accrue de poivres de spécialité de haute qualité. En 2020, l'industrie a produit environ 2000 tonnes de poivre de Penja, contre 50 tonnes en 2013. L'industrie a fixé un objectif de production de 5000 tonnes de poivre de Penja d'ici 2025, ce qui augmenterait encore le volume des exportations.

La filière a également connu une augmentation du nombre de petits agriculteurs qui cultivent le poivre de Penja, ainsi qu'une augmentation du nombre d'exportateurs qui commercialisent le produit.

Le prix du poivre de Penja varie en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment la qualité, l'offre et la demande. Selon des sources des importateurs, le prix du poivre de Penja a augmenté ces dernières années, notamment en raison de sa popularité croissante et de sa forte demande sur les

marchés internationaux. En 2020, le prix moyen du poivre de Penja était estimé à environ 13 000 FCFA (~EUR 20) par kilogramme.

En conclusion, l'industrie du poivre de Penja a connu une croissance importante ces dernières années, la demande accrue de poivres spécialisés de haute qualité ayant stimulé les exportations vers un certain nombre de pays dans le monde. Les prix ont également augmenté, reflétant la haute qualité et l'offre limitée de poivre de Penja. L'industrie a fixé des objectifs ambitieux pour la production et les exportations dans les années à venir, ce qui entraînera probablement une augmentation des volumes de poivre de Penja sur le marché.

2.2. LA SITUATION SPS AU CAMEROUN, ET PLUS PARTICULIÈREMENT DU POIVRE DE PENJA

Les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) sont des réglementations importantes liées à la sécurité alimentaire et à la santé des plantes. Elles sont utilisées par les gouvernements pour protéger leurs citoyens des risques sanitaires et phytosanitaires liés à l'importation ou à l'exportation de produits alimentaires et agricoles.

Ces dernières années, le Cameroun a fait des efforts pour renforcer son système SPS afin de respecter les normes internationales et de faciliter le commerce. Voici quelques développements clés du système SPS au Cameroun au cours des quatre (4) dernières années :

- Adoption d'une stratégie nationale SPS : En 2020, le Cameroun a adopté une Stratégie nationale SPS, qui vise à améliorer la qualité et la sécurité des produits alimentaires et agricoles, ainsi qu'à faciliter le commerce en assurant la conformité aux normes internationales.
- Renforcement des organismes de réglementation : Les organismes de réglementation du Cameroun chargés des questions SPS, tels que le ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales et le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ont été renforcés ces dernières années par le recrutement de personnel supplémentaire et la fourniture de formations et d'équipements.
- Modernisation des laboratoires : Le Cameroun a entrepris de moderniser ses installations de laboratoire afin d'améliorer la qualité et la fiabilité des méthodes d'essai des produits alimentaires et agricoles. Cela inclut la création d'un laboratoire national de référence pour les résidus de pesticides (toujours en cours).
- Mise en œuvre d'inspections basées sur les risques : Le Cameroun a commencé à mettre en œuvre des inspections fondées sur le risque pour les produits alimentaires et agricoles, qui concentrent les ressources sur les produits et les zones à haut risque, afin d'améliorer l'efficacité des inspections et de réduire les coûts.
- Conformité aux normes internationales : Le Cameroun est rentré dans une démarche pour aligner sa réglementation SPS sur les normes internationales, notamment celles établies par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).

Cependant, il reste des défis à relever dans le système SPS du Cameroun, comme la nécessité d'améliorer les infrastructures et les capacités, en particulier dans les zones rurales, et de renforcer la coordination entre les organismes de réglementation. Dans l'ensemble, le Cameroun a amélioré son système national SPS ces dernières années, mais il est important de poursuivre son amélioration afin qu'il réponde aux normes internationales et facilite le commerce.

La filière du poivre de Penja est confrontée à plusieurs problèmes SPS qui affectent ses exportations. Voici quelques-uns des principaux problèmes SPS auxquels est confrontée l'industrie du poivre de Penja au Cameroun :

- Résidus de pesticides : L'utilisation de pesticides dans l'agriculture est une pratique courante, mais une utilisation excessive ou une mauvaise utilisation des pesticides peut entraîner la présence de résidus dans le produit final. La présence de résidus de pesticides dans le poivre de Penja peut entraîner son rejet par les pays importateurs pour des raisons sanitaires.
- Contamination par les aflatoxines : Les aflatoxines sont des toxines produites par certaines moisissures qui peuvent se développer sur des cultures alimentaires comme le poivre. L'exposition à des niveaux élevés d'aflatoxines peut entraîner des problèmes de santé.
- Contrôle de qualité: L'absence d'un système complet de contrôle de la qualité dans l'industrie du poivre de Penja a été identifiée comme un problème SPS majeur.
- Non-respect des normes internationales : Les règlements SPS du Cameroun ne sont pas toujours conformes aux normes internationales, ce qui peut entraîner des difficultés pour les exportateurs. Par exemple, certains pays ont des limites plus strictes concernant les résidus de pesticides ou les niveaux d'aflatoxine que celles fixées par les organismes de réglementation du Cameroun.

2.3. LE CONTEXTE DU PROJET STDF/PG/593

C'est dans ce contexte, en raison de l'ensemble des facteurs liés (1) à l'évolution de la chaîne de valeur et le développement de la filière notamment à l'exportation, et (2) les risques SPS existants pour le poivre de Penja au Cameroun, que démarre le projet STDF/PG/593, appelé « Amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja au Cameroun pour faciliter l'accès aux marchés internationaux », à la suite d'une subvention du STDF pour l'élaboration de projets (PPG) qui s'est déroulé lors du 1^{er} semestre 2018, et à l'initiative de la CCIMA avec le GR.IGPP.

En effet, la bonne gestion de ces risques SPS nécessite une approche globale qui implique de multiples étapes depuis la pépinière, en passant par le processus de production jusqu'à la distribution du poivre. La mise en œuvre de bonnes pratiques agricoles, de méthodes de stockage et de transformation appropriées, de tests et de contrôles réguliers, ainsi que d'une réglementation et d'une application efficaces, permet de réduire considérablement les risques SPS pour la filière.

La promotion des meilleures pratiques sanitaires et phytosanitaires à tous les stades de production, transformation, et distribution du poivre de Penja se traduira par la production de poivres de bonne qualité conformes aux réglementations internationales.

3. BUT DU PROJET

Le projet a comme objectif de contribuer à améliorer la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja en vue de faciliter son accès aux marchés et réduire le niveau de pauvreté des acteurs de ladite filière. Plus précisément, les activités avaient comme ligne de mire la mise en conformité du poivre de Penja aux exigences internationales des marchés en matière SPS sans altérer sa qualité traditionnelle.

Le projet s'articule autour de plusieurs axes, qui sont repris en détail au point 5 du présent rapport.

Le but du projet était en résumé d'améliorer l'accès au marché du poivre de Penja, d'améliorer la situation SPS et de réduire le niveau de pauvreté des acteurs. A ce stade, le recul n'est pas suffisant pour définir l'impact à long terme du projet, cependant, quelques améliorations peuvent déjà être observées.

Dans le cadre du projet STDF sur le poivre de Penja, si l'on applique le principe de la théorie du changement, voici les objectifs à long terme que l'on pourrait attendre:

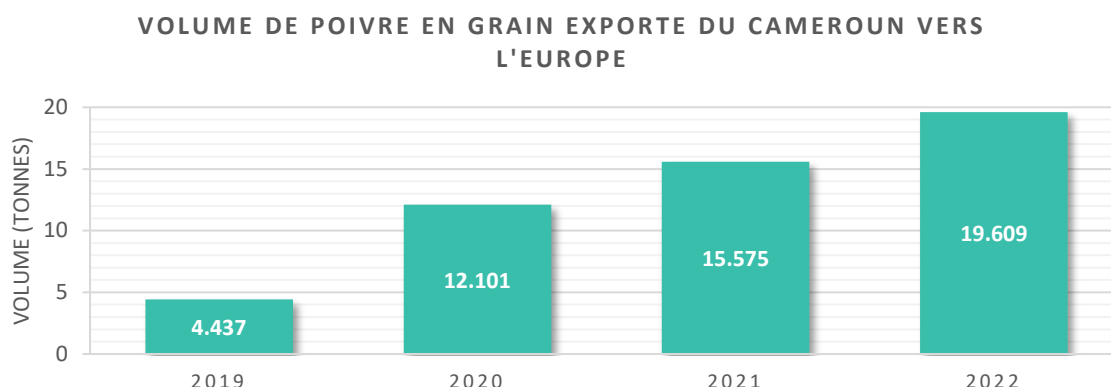
- Les activités du projet, telles que la formation des acteurs du secteur, la mise en place de bonnes pratiques en matière de SPS, l'amélioration des infrastructures, etc., sont mises en œuvre pour améliorer la qualité du poivre de Penja et faciliter son accès aux marchés internationaux.
- En améliorant la qualité du poivre de Penja et en répondant aux exigences SPS des marchés internationaux, le projet contribue à augmenter les revenus des acteurs du secteur, à réduire la pauvreté et à renforcer la sécurité alimentaire dans la région.
- En augmentant les revenus des acteurs du secteur, le projet contribue à renforcer l'économie locale et à stimuler le développement économique de la région.

Même s'il est trop tôt pour avoir une vue à long terme sur l'atteinte de ces objectifs, quelques indicateurs ont pu être calculés, et les résultats sont prometteurs.

3.1. AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DU POIVRE DE PENJA

Le projet a eu un impact significatif sur l'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja. Tout d'abord, les analyses effectuées sur le poivre respectent désormais les normes internationales, ce qui a permis d'augmenter la valeur ajoutée du produit et de le rendre plus compétitif sur le marché mondial. De plus, grâce à un meilleur contrôle qualité mis en place par le groupement, la qualité du poivre a été renforcée, ce qui a également contribué à augmenter sa valeur marchande. En outre, les formations dispensées ont permis d'améliorer les pratiques liées à l'utilisation des pesticides et à la mise en application des bonnes pratiques agricoles, ce qui a eu un impact positif sur la santé des consommateurs et sur l'environnement. Ces résultats montrent que le projet a permis d'atteindre ses objectifs en matière d'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja, ce qui devrait permettre d'assurer sa durabilité et sa compétitivité à long terme sur le marché international.

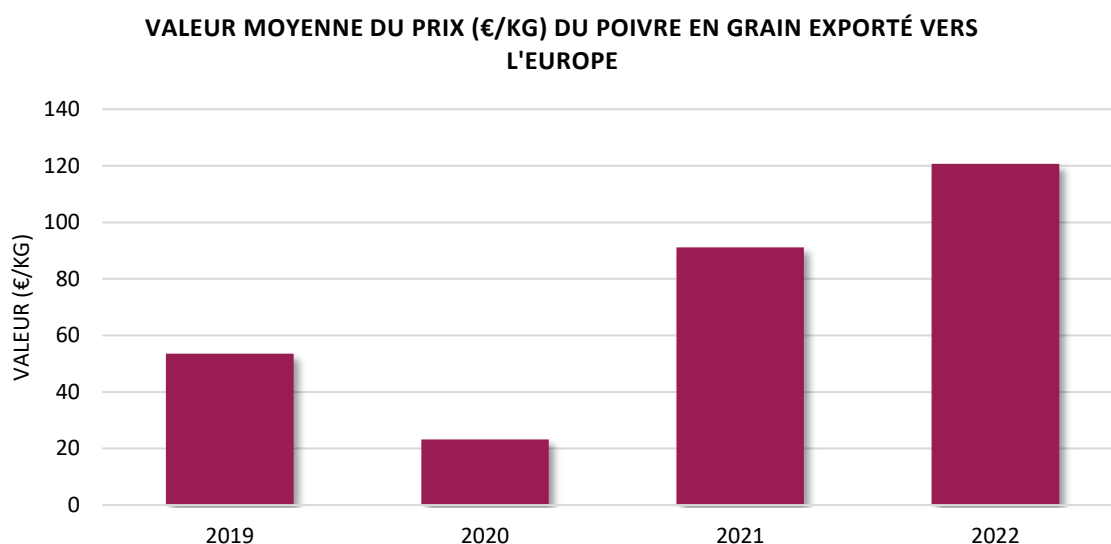
3.2. FACILITATION DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS INTERNATIONAUX



Comme mentionné précédemment, le projet a permis d'améliorer la compétitivité du poivre de Penja sur les marchés internationaux. Les bases de données ne permettent pas de distinguer le poivre de Penja des autres poivres exportés du Cameroun, mais nous pouvons observer une nette croissance du volume de poivre en grains exporté du Cameroun vers l'Union européenne (base de données Eurostat).

3.3. AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE DES ACTEURS ET DES COMMUNAUTÉS LOCALES

Le projet a eu un impact significatif sur l'amélioration de la qualité de vie des acteurs et des communautés locales. Tout d'abord, l'augmentation du prix moyen du poivre exporté vers l'Europe, passant de 53 €/kg en 2019 à 120 €/kg en 2022, a permis une augmentation des revenus pour l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur, y compris les producteurs.



Cette augmentation des revenus a permis aux producteurs de mieux subvenir à leurs besoins et de réinvestir dans leurs activités. De plus, l'amélioration des pratiques de production, y compris en utilisant de manière plus raisonnée les pesticides, a permis d'améliorer la qualité du poivre de Penja, répondant ainsi aux normes internationales en matière de qualité sanitaire et phytosanitaire. Cela a conduit à une demande croissante pour le poivre de Penja, ce qui a augmenté le volume exporté et

créé de nouveaux emplois locaux. Par effet de démonstration, il est également à espérer que les bonnes pratiques s'étendront à d'autres filières et permettront de fournir des produits alimentaires sains pour les consommateurs camerounais. Enfin, l'augmentation du nombre d'acteurs au sein de la chaîne de valeur (cf. l'activité de recensement des acteurs) a créé de nouvelles opportunités économiques pour les communautés locales. En somme, le projet a contribué à l'amélioration des conditions de vie des acteurs locaux et des communautés environnantes, en augmentant les revenus, en améliorant les pratiques de production et en créant de nouvelles opportunités économiques.

4. MISE EN ŒUVRE ET GESTION DU PROJET

La gestion du projet a été confiée au COLEAD (anciennement COLEACP), un réseau d'entreprises, d'organisations professionnelles et d'experts engagés dans une agriculture inclusive et durable. En tant qu'organisation du secteur privé à but non lucratif, la mission du COLEAD est de faciliter et de mettre en œuvre toute action permettant d'accroître la contribution du secteur agricole à la réalisation des Objectifs de Développement Durable. Depuis une vingtaine d'années, le COLEAD conçoit, gère et met en œuvre des programmes de développement axés que le renforcement de capacités techniques des opérateurs du secteur horticole ACP.

Dans son rôle d'agence d'exécution, la responsabilité du COLEAD dans la gestion du projet était le bon déroulement (technique et financier) du projet vis-à-vis du STDF.

L'unité de coordination du projet est constituée d'une équipe locale de coordination du projet, composée :

- de la coordinatrice nationale (CN) du projet, engagée par le COLEAD (après recrutement avec le GR.IGPP et la CCIMA) ;
- du relais du GR. IGPP, en appui au CN ;
- du relais de la CCIMA, en appui au CN.

La CN, étant donné sa localisation au Cameroun, avait un rôle de relais et de facilitateur entre le COLEAD et les parties prenantes camerounaises, en particulier avec le comité de pilotage et les relais (GR.IGPP et CCIMA). Elle est entrée en fonction en novembre 2019, après sélection par l'équipe (appel à candidatures, avec 2 étapes de sélection) et validation de son recrutement par le COPIL.

Les relais du projet étaient en contact permanent avec la coordinatrice nationale ; leur rôle était de faciliter le suivi du projet et l'organisation des différentes activités prévues dans le projet. Des réunions fréquentes (+/- tous les 2 mois) étaient organisées entre le COLEAD, la CN, et les relais, pour discuter des activités en cours d'organisation.

Le comité de pilotage (COPIL) est composé de sept (7) membres, provenant de 6 organisations distinctes :

- 2 représentants du GR.IGPP ;
- 1 représentant de la Plantation du Haut-Penja (PHP) ;
- 1 représentant du MINCOMMERCE, le délégué départemental ;
- 1 représentant de la CCIMA ;
- 1 représentant du MINADER, le délégué de l'arrondissement de Njombe-Penja ;
- 1 représentant de l'OAPI.

Le Président du COPIL, l'un des représentants du GR.IGPP, a été élu lors de la première réunion. Le COPIL se réunissait tous les 6 mois, pour (1) valider le rapport semestriel, (2) valider la proposition de calendrier pour le semestre à venir.

Les rôles et responsabilités du COPIL sont reprises ci-dessous :

- Assurer une dynamique collaborative entre les différents acteurs ;
- Définir, suivre et valider les grandes étapes et échéances ;
- S'assurer que le projet reste en phase avec les objectifs initiaux ;
- Faire le lien avec les autres projets ;
- Participer activement aux réunions du COPIL.

Il y a eu deux difficultés principales liées à la mise en œuvre du projet. Tout d'abord, en mars 2020, la pandémie COVID-19 a paralysé une bonne partie du monde, y compris le Cameroun. La situation de l'évolution du COVID-19 a été suivie de près par l'équipe du projet. Certaines activités ont dû être adaptées (soit reportées, soit à distance). L'équipe locale de coordination du projet a pris les mesures adéquates pour limiter la propagation du virus :

- Rappel des gestes barrières en début de chaque activité sur site
- Fourniture de masques et gel hydroalcoolique lors d'activités
- Limite maximale de participants lors d'événements fixée à 50 personnes

L'équipe de coordination basée en Belgique fait quant à elle toujours face à plusieurs risques dans le cas de déplacements au Cameroun (contamination, quarantaine, etc.), et n'a pas pu se déplacer autant que souhaité lors du projet. Cette situation a eu peu d'impact sur le bon déroulement des activités.

L'autre difficulté rencontrée est liée à la situation politique de la région anglophone, qui est en proie à plusieurs tensions et à plusieurs risques sécuritaires. En accord avec l'équipe du projet, et afin de limiter les risques, toutes les activités pour les acteurs de cette région (formations, sensibilisations, etc.) se sont tenues à Penja (au lieu de se tenir dans le bassin même) et le projet a pris en charge les frais de déplacement et de logement des participants, sans impact majeur sur le projet.

Pour s'adapter à ces difficultés, une communication permanente a été maintenue entre l'équipe du COLEAD et du STDF afin de trouver des alternatives qui ont permis de mener à bien les activités et de répondre aux objectifs fixés.

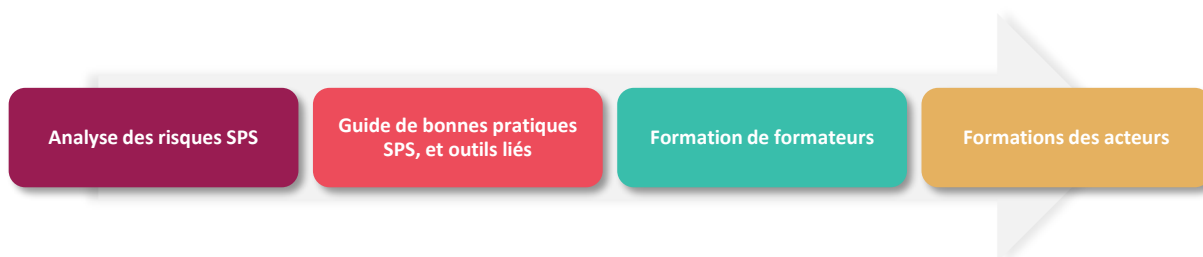
Les noms et coordonnées de toutes les personnes ayant contribué au déroulement du projet sont repris en annexe.

5. OBJECTIF DU PROJET, PRODUITS ET ACTIVITÉS

Le projet visait à contribuer à **améliorer la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja en vue de faciliter son accès aux marchés** et réduire le niveau de pauvreté des acteurs de ladite filière. Il visait particulièrement à conformer le poivre de Penja aux exigences internationales des marchés en matière SPS sans altérer sa qualité traditionnelle.

Le projet s'articulait autour de quatre composantes principales qui avaient les objectifs suivants :

- Une meilleure compréhension des risques sanitaires et phytosanitaires, des bonnes pratiques et des exigences d'accès aux marchés ;
- Le renforcement des capacités des parties prenantes du poivre de Penja au Cameroun sur l'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre de Penja;
- L'amélioration des installations à fournir un environnement approprié pour la mise en place de bonnes pratiques basées sur les normes SPS ; et
- La création et structuration d'une plate-forme d'échange des parties prenantes du projet et sensibilisation au-delà des interventions directes de projet, ainsi que la promotion du dialogue public/privé.



Les résultats atteints à la fin du projet sont repris en détails ci-dessous, composante par composante. Nous pouvons néanmoins citer les principales réussites du projet :

- Un guide de bonnes pratiques SPS est disponible pour la filière poivre de Penja (en français et en anglais)
- Du matériel de dissémination/transmission (brochures didactiques et fiches ravageurs) est disponible pour la filière poivre de Penja (en français et en anglais)
- 32 sessions de formations et/ou sensibilisation ont été réalisées pour les acteurs de la filière, rassemblant 722 participants (dont 31% de femmes)
- L'acquisition d'équipements pour le centre d'agrégage du GR.IGPP, ainsi que la construction d'une aire de séchage conforme aux normes
- La création et diffusion de deux vidéos de sensibilisation et de promotion

Le projet a entraîné des répercussions positives sur l'ensemble de la filière, y compris de manière indirecte. En effet, tous les appuis effectués par le projet ici concerné, mais également les autres projets en cours sur la même période (PAMPIG2, UKTP, PEA-JEUNES), ont été bénéfiques au développement de la filière, avec notamment comme réalisations notables :

- L'augmentation du nombre de membres actifs au sein de la filière ;
- La reconnaissance de l'IGP par l'Union européenne en mars 2022.

Tous ces résultats sont repris en détails ci-dessous, ainsi que chiffrés dans le cadre logique.

5.1. RÉSULTAT I : MEILLEURE COMPRÉHENSION DES RISQUES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES, DES BONNES PRATIQUES ET DES EXIGENCES D'ACCÈS AUX MARCHÉS

La première étape de ce projet avait pour objectif d'identifier et de comprendre l'ensemble des problèmes sanitaires et phytosanitaires qui peuvent survenir lors des différentes étapes de la chaîne de valeur, depuis la production jusqu'à la commercialisation du poivre.

A cette fin, une analyse exhaustive des risques SPS a été effectuée (activité 1.1) à chaque étape de la chaîne de valeur, de février à juin 2022. Cette mission, réalisée par un expert camerounais, avait pour but d'identifier, caractériser et analyser les différentes étapes du processus de production, de conditionnement et de distribution du poivre de Penja afin de pouvoir : (a) réaliser une analyse des risques sanitaires et phytosanitaires sur l'ensemble des opérations (de l'entièreté de la chaîne de valeur) qui auront été décrites ; (b) proposer des mesures sanitaires et phytosanitaires efficaces et soutenables pour réduire les risques à un niveau acceptable, les prévenir ou les éliminer selon leur nature. Ce document, reprenant les risques et mesures proposées, a ensuite été présenté au secteur pour validation. Initialement, cette validation devait être organisée sous forme d'un atelier réunissant une cinquantaine d'acteurs de la filière. Suite à la pandémie de la COVID-19, cette validation a été réalisée à distance et par étape, le tout à l'aide de mini-ateliers de discussion réalisés sur l'outil de vidéoconférence ZOOM, avec différents acteurs de la filière (une vingtaine d'intervenants). L'atelier de validation et de clôture de la mission a également été réalisé à distance (sur ZOOM) le vendredi 26 juin 2020 (17 personnes, experts de la filière, producteurs, pépiniéristes, etc.).

À la suite de l'identification des risques SPS, un guide de bonnes pratiques sanitaires et phytosanitaires a été rédigé (activité 1.2) et présenté au secteur lors d'un atelier au siège du GR.IGPP. Cet atelier avait pour but la présentation, devant un échantillon représentatif des parties prenantes (secteur public et secteur privé), du projet de Guide, afin de recueillir les retours des parties prenantes sur le document. Il a permis d'aboutir à la validation dudit guide par l'ensemble de la chaîne de valeur. Ce guide constitue la base des formations pour toutes les parties prenantes de la filière poivre (résultat 2).

Ce guide, disponible en français et en anglais, a été ensuite imprimé et mis à la disposition du GR. IGPP (activité 1.3) pour distribution vers les délégués de zone, les membres du bureau exécutif, les centres de traitement du poivre, les exploitations conséquentes et les différents partenaires du projet (MINCOMMERCE, CCIMA, MINADER, OAPI). Les exemplaires restants sont disponibles au siège du GR.IGPP (comprenant le centre d'agrèage et de conditionnement). Au total, 100 guides ont été imprimés en français, et 40 en anglais¹.

Le guide étant un document conséquent et très exhaustif, il était utile de développer des outils techniques et pédagogiques (activité 1.4), afin de mettre en évidence les principaux messages-clés selon l'étape de production / l'acteur impliqué. Un expert a été contractualisé pour (1) identifier les outils nécessaires à développer et identifier le contenu technique de ces outils. Il a travaillé en pleine collaboration avec l'expert formateur (cf. volet 2) afin que les outils correspondent aux besoins des publics-cible, et avec un graphiste qui a réalisé les illustrations des messages-clés identifiés, afin d'illustrer les pratiques et faciliter la compréhension des acteurs.

Pour ce volet, la liste des outils développés suit ci-dessous :

- Un guide des bonnes pratiques SPS (FR et EN)
- 5 brochures didactiques (FR et EN) :
 - Les bonnes pratiques de récolte

¹ L'impression du guide a été faite sous le résultat 4.2, l'objectif de cette activité étant le suivant : « Les outils de communications sur le projet et sur les bonnes pratiques sont conçus, imprimés et diffusés auprès du public cible », et ce avec l'accord du STDF.

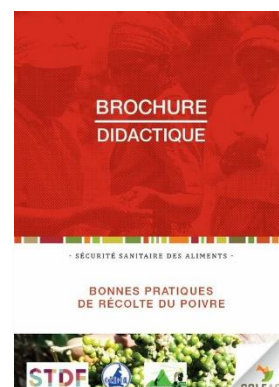
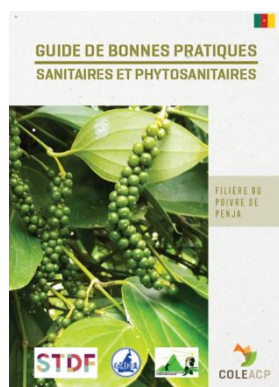
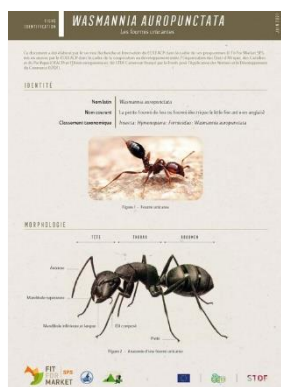
- Les bonnes pratiques de séchage et le triage
 - Les bonnes pratiques de traitement du poivre blanc (rouissage)
 - Les bonnes pratiques de traitement du poivre noir (blanchiment)
 - Les bonnes pratiques de conditionnement et de stockage
- 8 fiches maladies/ravageurs du poivre (FR et EN) :
 - *Phytophthora capsici* : maladie du pourrissement des racines
 - *Armillaria camerunensis* : pourriture des racines
 - *Rigidiporus lignosus* : maladie des racines blanches
 - *Fusarium oxysporum* : maladie à déclin lent
 - *Mythimna sp.*, *Leucania sp.* : chenilles défoliatrices (larves des papillons)
 - *Acanthotermitidae/ Kalotermitidae* : les termites
 - *Radopholus similis*, *Meloidogyne spp.* : les nématodes
 - *Wasmannia auropunctata* : fourmi urticante
 - *Aulacophora foveicollis* : coléoptère défoliateur

Ce premier volet constituait la base de l'ensemble des appuis suivants. Il était donc important d'investir le temps et le budget nécessaires à la création des différents outils.

Un léger dépassement en temps et en budget a été noté mais n'a pas eu d'impact majeur sur la suite du projet, et la réussite de celui-ci dans son ensemble.

Au regard des retours du terrain (cf. activité 2.7 – étude de l'impact des formations), les parties prenantes de la filière ont jugé les supports développés utiles. A la question « *La qualité des supports et documents présentés vous a-t-elle satisfaite ?* », 33% des répondants² étaient « très satisfait », 64% « satisfait », 2% « moyennement satisfait », 1 % « peu satisfait ».

Pour s'assurer de la pérennité des outils développés, ceux-ci sont accessibles sur la page consacrée au projet (<https://www.colead.link/fr/programmes-en-cours/stdf-cameroon/>) et ont bien sûr été partagés avec le GR.IGPP.



5.2. RÉSULTAT II. RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DES PARTIES PRENANTES DU POIVRE DE PENJA AU CAMEROUN À AMÉLIORER LA QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ DU POIVRE DE PENJA

Cette composante avait pour objectif d'améliorer la capacité des acteurs du poivre de Penja tout le long de la chaîne de valeur en ce qui concerne l'amélioration de la qualité SPS du poivre, ainsi que de la sécurité des acteurs. Les principaux résultats sont présentés en 4 sections :

- Activité 2.1 : Recensement et géolocalisation des acteurs
- Activité 2.2 : Formation de formateurs

² 305 répondants au total

- Activités 2.3 à 2.6 : Formations des différents métiers actifs dans la filière
- Activité 2.7 : Étude d'impact des formations

De manière générale sur l'ensemble de ce volet, les résultats attendus ont été atteints, voire dépassés, dans le respect du budget. Le détail est repris ci-dessous.

5.2.1. Activité II.1. Recensement et géolocalisation des acteurs

Un expert a été contractualisé et a travaillé avec le GR.IGPP notamment sur les aspects suivants : formation, début octobre 2020, de 19 personnes ressources du GR.IGPP (contrôleurs, membres du bureau, délégués de zone, etc.) à l'utilisation de GPS (fournis par le projet STDF/PG/593 et par le PAMPIG2) et à la collecte de données, architecture de la base de données, élaboration d'une fiche de relevés des données.



A la suite de cette formation, plusieurs phases de collectes de données ont été organisées tout au long du projet. En effet, au fur et à mesure du développement des activités du projet, de plus en plus d'acteurs (et donc nouveaux membres du GR.IGPP) ont été identifiés. Au jour de la clôture officielle du projet, l'équipe du GR .IGPP, avec l'appui du projet, avait recensé et géolocalisé un total de 374 membres :

- 26 pépiniéristes
- 186 producteurs
- 162 distributeurs

Cette activité était importante pour le projet à deux titres :

- Recenser les acteurs permettait d'identifier les personnes à former ;
- Afin de garantir un poivre de qualité et respectant les normes SPS, la traçabilité doit être assurée, et le recensement des acteurs est un des paramètres.

Il est intéressant de noter que le projet a formé un total de 25 pépiniéristes (96% des pépiniéristes recensés), 155 producteurs (83 % des producteurs recensés), et 187 distributeurs (chiffre supérieurs au recensement des distributeurs, ce qui démontre que plusieurs distributeurs n'ont pas encore adhéré au groupement, ou n'ont pas encore été recensés, mais ont déjà été sensibilisés aux bonnes pratiques).

La méthodologie de mise en œuvre de cette activité a été choisie pour être pérenne dans le temps, pour recenser les futurs nouveaux membres, notamment via la formation des encadreurs du groupement à l'utilisation des GPS, à la mise en place d'une base de données et l'acquisition de GPS.

Cela a permis de fournir ce qu'il fallait au groupement pour que la base de données des membres soit maintenue à jour sur le long terme.

5.2.2. Activité II.2. Formation de formateurs

La formation des formateurs et facilitateurs sur le guide de bonnes pratiques a été organisée en plusieurs étapes :

- **Étape 1 : sélection des participants (octobre - novembre 2020)** : A la suite d'un appel à manifestation d'intérêt, une quarantaine d'experts/personnes ressources ont souhaité bénéficier de la formation. La sélection des 17 participants finaux a été effectuée sur base de leur CV, de leur lettre de motivation et de la réalisation d'une session d'auto-apprentissage des participants sur [la plateforme e-learning du COLEAD](#).
- **Étape 2 : 1^{ère} session de formation (décembre 2020)** : Cette formation s'est déroulée en présentiel avec pour objectif de renforcer les compétences techniques d'experts et d'acteurs stratégiques de la chaîne de valeur du poivre de Penja.
- **Étape 3 : 2^{ème} session de formation (février 2021)** : Cette formation s'est déroulée en présentiel avec 15 participants. Elle avait pour objectif de renforcer les compétences pédagogiques d'experts et d'acteurs stratégiques de la chaîne de valeur du poivre de Penja à travers des mises en situation sur diverses thématiques liées à la chaîne de valeur du poivre. C'était également l'occasion pour les experts formateurs d'évaluer les compétences techniques et pédagogiques des participants. À la fin de cette formation, 14 des 15 participants ont été jugés aptes à former avec dans certains cas, la nécessité d'un coaching additionnel lors des premières formations de ces « nouveaux » formateurs de la filière poivre. Chaque formateur a également été briefé sur le programme de formation avant toute formation.



Pour s'assurer d'avoir un pôle de formateurs disponibles à la clôture du projet, le projet a :

- Privilégier l'expertise locale au maximum ;
- Intégrer des encadrateurs du GR.IGPP dans le pool de formateurs.

5.2.3. Activités II.3 à II.6 : Formations des différents métiers actifs dans la filière

Le contenu des différentes formations se base sur le guide sectoriel produit. Pour cela, un plan de formation a été développé par un expert-formateur. Le plan de formation précise les différentes thématiques de formation par public-cible, la période de formation (conformément au calendrier cultural) et la priorité de la formation (liée au risque SPS existant, cf. guide). Sur base de cela, un

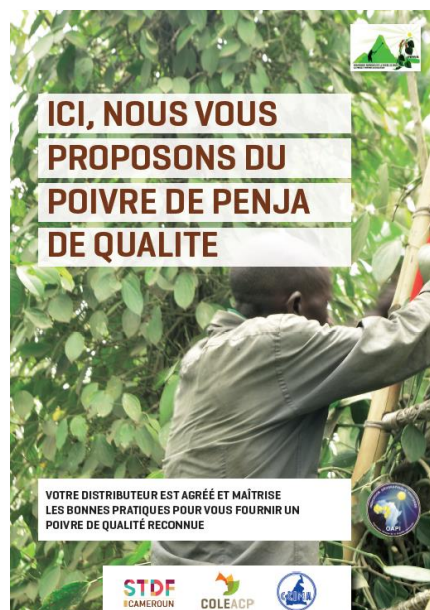
calendrier de formation a été proposé à l'équipe de coordination, et ce pour l'ensemble de la filière. Ce calendrier a été ajusté au fur et à mesure du programme, selon les contraintes rencontrées.

Ensuite, les formations et sensibilisations auprès des différents métiers ont été réalisées, avec un total actuel de 32 sessions effectuées, et 722 participants lors de ces sessions de formation et/ou sensibilisation. Cet aspect est repris plus en détail dans le tableau ci-dessous.

Pour la mise en œuvre des formations pour les différents métiers de la filière, le projet prévoit initialement une seule session de formation par métier (i.e. un producteur participera à une seule session de formation). Sur base du plan de formation, il a été décidé, avec l'équipe du projet et le formateur en charge du développement des programmes de formations, de scinder cette session unique en plusieurs sessions, plus courtes, sur une thématique à la fois. Cela permettra de garantir une meilleure assimilation des messages-clés par chaque public-cible. Cette réorganisation n'a pas eu d'impact sur les résultats du projet, ni sur le budget.



Aussi, deux publics ont été difficilement mobilisables : les agro-commerçants (2.4b) et les distributeurs (2.5a). Afin d'assurer une transmission des principaux messages-clés, des sessions de sensibilisation individuelle (« porte-à-porte ») ont été privilégiées pour toucher ces cibles. Pour les agro-commerçants, cela s'est déroulé dans les bassins de production, avec un total de 51 personnes sensibilisées aux maladies et ravageurs du poivre, et aux méthodes de lutte préconisées, dans le respect de l'environnement ainsi que des produits autorisés pour la filière. Lors de ces sessions de sensibilisation, il a été proposé à ceux qui le souhaitent de participer à une journée de formation sur l'usage raisonné des pesticides ; cette session, organisée lors du dernier semestre du projet, a rassemblé 13 participants. Les agro-commerçants sensibilisés ont reçu une affiche qui permet d'aider les producteurs de Penja à identifier les agro-commerçants avec une connaissance de la filière et de ses problèmes phytosanitaires.



Pour les distributeurs, 4 villes principales ont été identifiées : Bafoussam (pour des sensibilisations individuelles), Penja (sensibilisations individuelles et atelier), Yaoundé (pour des sensibilisations individuelles) et Douala (sensibilisations individuelles et atelier). Huit (8) supermarchés ont également reçu l'équipe du projet, qui les a sensibilisés sur l'IGP, l'estampille d'identification du poivre agréé, et les bonnes pratiques de stockage du poivre. Les distributeurs sensibilisés ont reçu une affiche de promotion de leur point de vente auprès des consommateurs camerounais.

En plus de la formation 2.6 (Formation sur les bonnes pratiques SPS de la filière poivre de Penja et leurs points de contrôle à l'attention des contrôleurs/auditeurs internes de la chaîne de valeur et à l'attention des services d'inspection et de contrôle des autorités compétentes), organisée et financée par le programme FFM-SPS, co-financeur du présent projet STDF, plusieurs appuis ont été effectués auprès des ONPV (Organisation Nationale de la Protection des Végétaux) de plusieurs pays. La liste complète des appuis au MINADER est disponible auprès du COLEAD. Tous ces appuis auprès du MINADER, de la DRCQ et de ses agents phytosanitaires, quoique non directement liés à la chaîne de valeur du poivre de Penja, permettent de renforcer les capacités des autorités compétences en matière de gestion et de contrôle phytosanitaire, et répondent donc de manière collatérale aux résultats du projet.

D'une manière générale, la création de brochures didactiques (ainsi que l'utilisation des brochures existantes au COLEAD) permet de laisser un support facile d'utilisation pour rappeler les messages-clés aux différents acteurs.

PRÉVISION (DOCUMENT DE PROJET)				TOTAL REALISÉ				ATTEINTE DES OBJECTIFS		
Activité	Public-cible	Nb sessions	Nb participants	Nb de sessions	Nb participants	H	F	Objectifs nb sessions	Objectifs nb participants	Pourcentage Femmes (objectif = 20%)
2.3 - Formation des producteurs des pépiniéristes	Pépiniéristes	2	24	1	25	19	6	50%	104%	24%
2.4 - Formation des producteurs et des agro-commerçants sur l'utilisation des intrants et pesticides	Producteurs	18	200	6	155	134	21	117%	173%	16%
	Resp. transformation (post- récolte)			2	41	32	9			
	Applicateurs de produits phyto.			7	149	123	26			
	Agro-commerçants (sensibilisation)	40	40	5	51	38	13	160%	31%	
	Agro-commerçants (formation)			1	13	6	7			
2.5 - Formation des distributeurs, des employés des Stations de traitement, du Centre d'agrèage et de conditionnement du poivre	Distributeurs (sensibilisations individ.)	5	100	4	158	46	112	120%	195%	64%
	Distributeurs (supermarchés)				8					
	Distributeurs (atelier)			2	29	21	8			
	Resp. conditionnement	1	20	3	66	51	15	300%	330%	23%
2.6 Organisation de deux sessions de formation des acteurs du commerce extérieur aux frontières	Contrôleurs/ auditeurs internes / inspecteurs phyto	2	40	1	27	19	8	50%	68%	30%
TOTAL		28	424	32	722	489	225	114%	170%	31%

5.2.4. Activité II.7 : Étude d'impact des formations

En septembre 2022, une enquête d'impact des formations a été réalisée. La méthodologie a été développée selon le modèle de Kirkpatrick. Ce modèle est composé de quatre niveaux d'évaluation qui permettent de mesurer différents aspects de l'impact de la formation. Voici une brève description de chaque niveau :

1. Niveau de réaction : Ce niveau évalue la réaction des apprenants à la formation. Il s'agit de mesurer leur niveau de satisfaction, leur perception de la qualité de la formation, etc.
2. Niveau d'apprentissage : Ce niveau évalue la mesure dans laquelle les apprenants ont acquis de nouvelles compétences, connaissances ou attitudes à la suite de la formation.
3. Niveau de comportement : Ce niveau évalue l'impact de la formation sur les comportements des apprenants au travail. Il s'agit de mesurer si les apprenants appliquent effectivement ce qu'ils ont appris en formation dans leur travail quotidien.
4. Niveau de résultats : Ce niveau évalue les résultats finaux de la formation sur les objectifs globaux (ici du projet). Il s'agit de mesurer l'impact de la formation en lien avec l'impact attendu du projet.

Pour dérouler cette enquête sur le terrain auprès d'un public si vaste, certains choix stratégiques ont dû être effectués :

- Focus sur 5 thématiques de formations (sur les 7 développées pour le projet), à savoir :
 - Formation sur les bonnes pratiques en pépinière à l'attention des cadres/responsables/pépiniéristes
 - Formation sur les bonnes pratiques de production à l'attention des cadres/responsables/producteurs
 - Formation sur les bonnes pratiques de transformation à l'attention des responsables transformation
 - Formation à l'usage sécurisé des pesticides à l'attention des applicateurs de produits phytosanitaires
 - Formation sur les bonnes pratiques de conditionnement et de stockage à l'attention des responsables du conditionnement
- Utilisation d'étudiants de l'Université de Dschang pour dérouler les enquêtes sur le terrain (après une brève formation et le partage des listes de participants) ;
- Utilisation de l'outil Kobotool, accessible hors ligne sur un téléphone ;
- Enquêtes réalisées en parallèle de la dernière vague de réunions de sensibilisation (voir activité 4.1).

Malgré ces précautions, lors des enquêtes sur le terrain, certains répondants pour une formation avaient répondu deux fois (doublons), ou encore certains répondants n'étaient pas repris dans les listes de participants. Une fois les fichiers nettoyés, le taux d'échantillonnage final est de 47 % (avec une variation entre 29 % et 59 % selon les formations). Les chiffres sont repris dans le tableau ci-dessous.

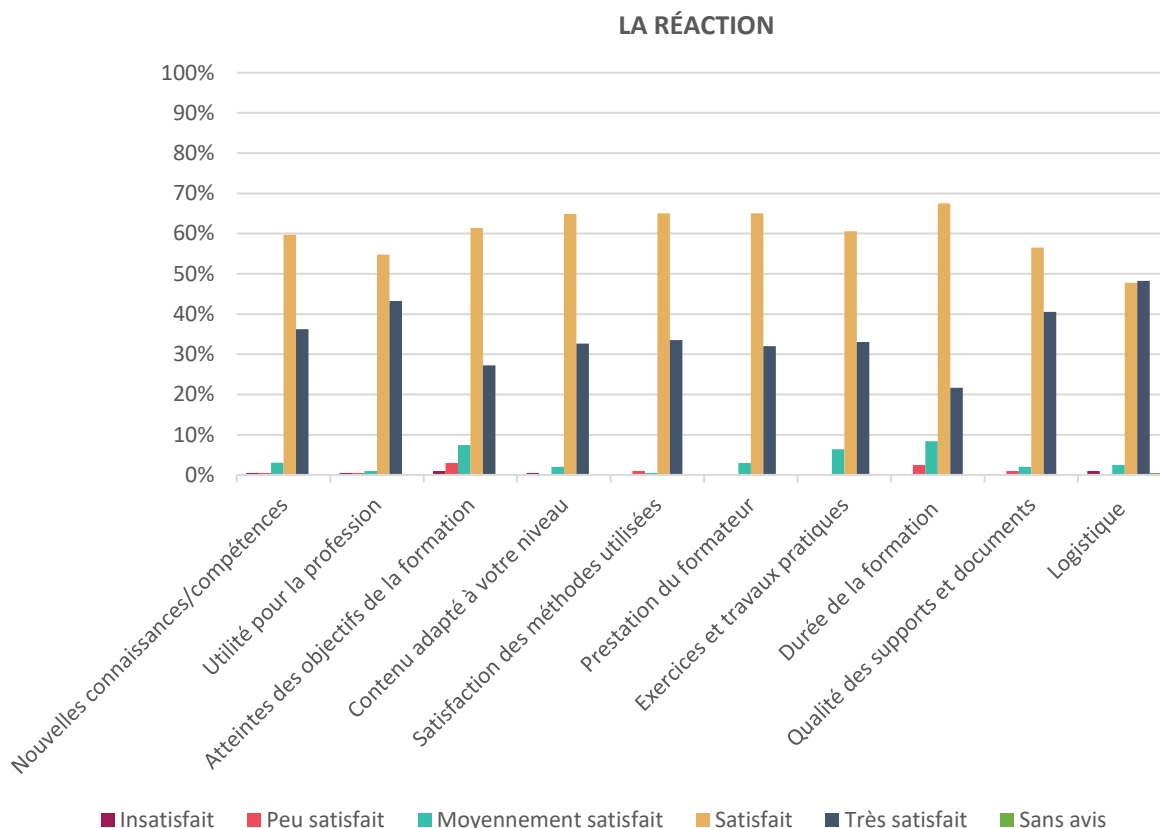
Formations	Nb de sessions	Nb participants	H	F	Date 1ère session	Date dernière session	Délai avant étude	Nb répondants étude	Nb H	Nb F	% répondants
Formation sur les bonnes pratiques en pépinière à l'attention des cadres/responsables/pépiniéristes	1	25	19	6	déc-21	na	9 mois	8	6	2	32 %
Formation sur les bonnes pratiques de production à l'attention des cadres/responsables/producteurs	6	155	134	21	août-21	juil-22	entre 2 et 13 mois	82	74	8	53 %
Formation sur les bonnes pratiques de transformation à l'attention des responsables transformation	2	41	32	9	oct-21	nov-21	entre 10 et 11 mois	24	19	5	59 %
Formation à l'usage sécurisé des pesticides à l'attention des applicateurs de produits phytosanitaires	7	149	123	26	juil-21	juil-22	entre 2 et 14 mois	70	60	10	47 %
Formation sur les bonnes pratiques de conditionnement et de stockage à l'attention des responsables du conditionnement	3	66	51	15	juin-21	juil-21	entre 14 et 15 mois	19	17	2	29 %
TOTAL	19	436	359	77				203	176	27	47 %

Le délai entre les dates des dernières sessions de formations et la période d'enquête varie de 2 à 15 mois. Il est évident qu'il est plus pertinent d'évaluer l'impact après 15 mois, qu'après 2 mois mais le calendrier du projet nous a contraint à évaluer certaines formations sur du court terme.

Les réponses ont été analysées par l'équipe du COLEAD. Globalement, et malgré les « imperfections » des conditions de l'étude, l'évaluation de l'impact des formations du projet STDF/PG/593 a permis de retenir que les formations assurées par le projet pour les bénéficiaires des maillons de la chaîne de production du poivre de Penja ont eu un impact positif sur les pratiques des acteurs de la filière. Les résultats par niveau sont repris ci-dessous.

5.2.4.1. Réaction des apprenants

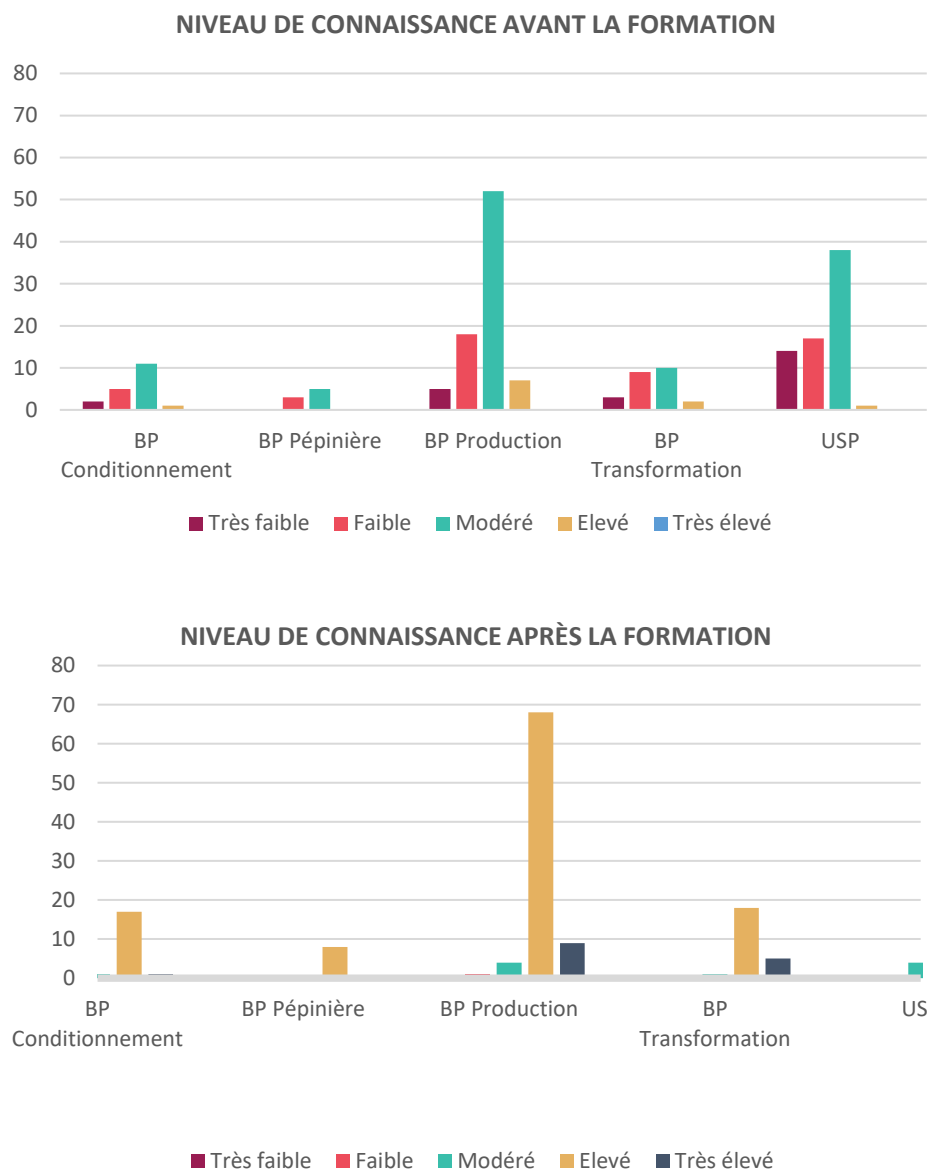
La réaction des apprenants permet de définir leur niveau de satisfaction, leur perception de la qualité de la formation, etc.



Globalement les participants sont satisfaits (60 % tous critères confondus) à très satisfaits (35 % tous critères confondus). Les principales suggestions d'amélioration concernaient (1) le besoin de plus de formations sur la thématique et (2) le besoin de répéter cette formation périodiquement.

5.2.4.2. Niveau d'apprentissage des apprenants

Ce niveau évalue la mesure dans laquelle les apprenants ont acquis de nouvelles compétences, connaissances ou attitudes à la suite de la formation, en fonction des objectifs visés. Lors de l'enquête de terrain, nous avons demandé aux participants d'estimer leur niveau de connaissances sur le sujet de la formation avant et après la formation (de très faible à très élevé). Cette estimation a été faite, au niveau temporel, après la formation.

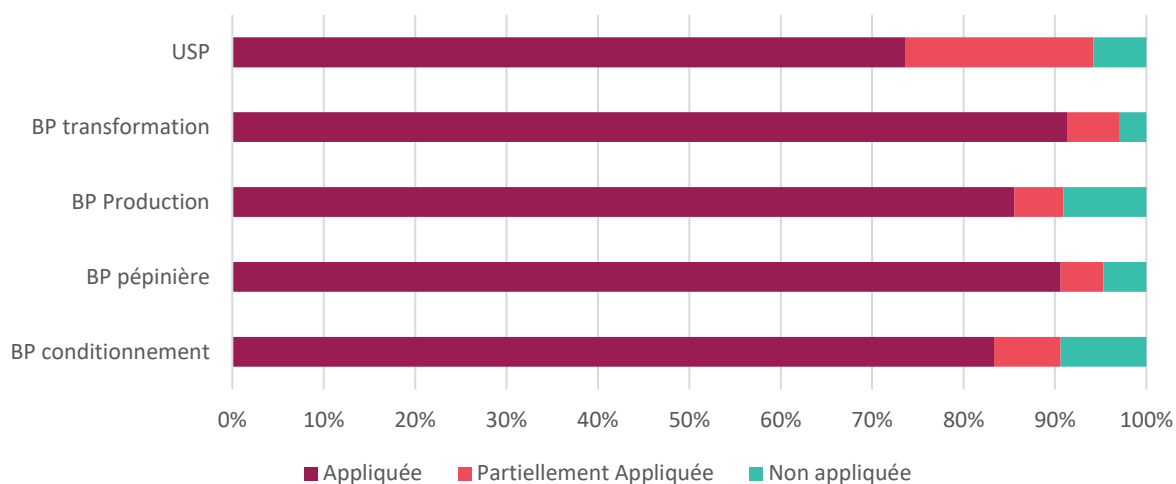


En se basant sur le niveau d'apprentissage, il est notable que tous les participants ont indiqué que la formation leur a permis d'acquérir de nouvelles connaissances sur la thématique, ce qui a contribué à augmenter leur niveau de compétences. Il n'y a eu aucun participant qui a rapporté ne rien avoir appris lors de la formation.

5.2.4.3. *Changement de comportement par les apprenants*

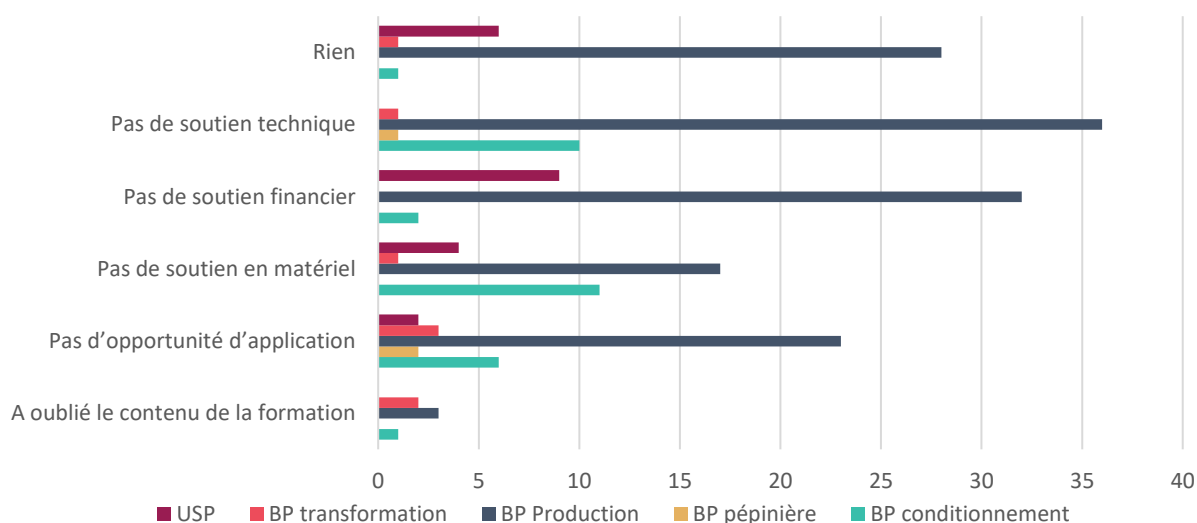
Ce niveau évalue l'impact de la formation sur les comportements des apprenants au travail. Il s'agit de mesurer si les apprenants appliquent effectivement ce qu'ils ont appris en formation dans leur travail quotidien.

MISE EN APPLICATION DES PRATIQUES



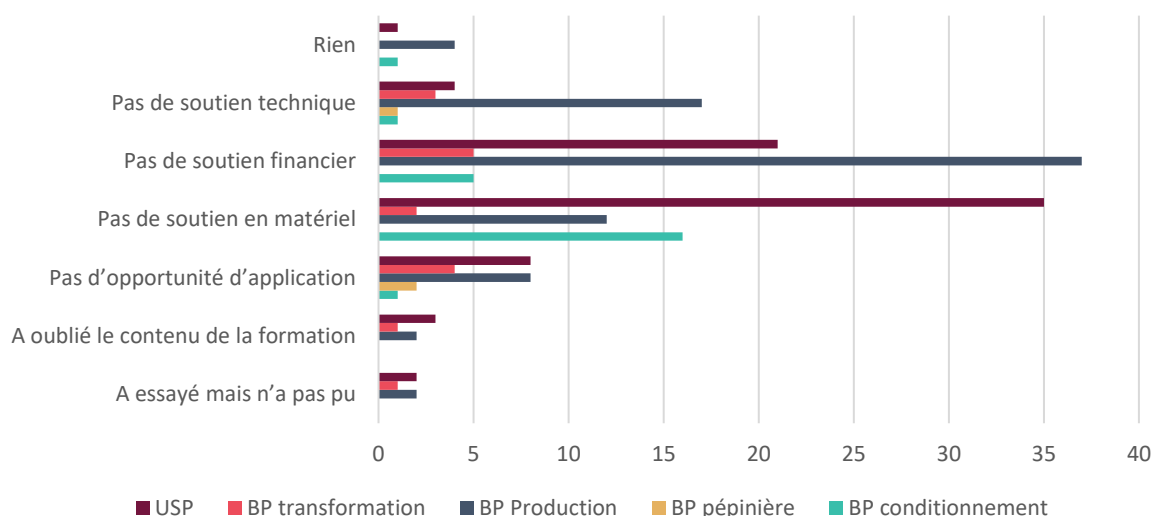
Même si l'on constate que beaucoup d'apprenants ont mis en pratique les acquis de la formation, il est utile de s'interroger sur les raisons de non-mise en pratique des bonnes pratiques.

RAISON DE LA NON MISE EN APPLICATION DES PRATIQUES PAR FORMATION



Lorsque les acquis de la formation n'ont pas été mis en pratique, les justifications les plus fréquentes sont liées au manque de ressources techniques, ainsi qu'au besoin d'apport financier pour mettre en place les pratiques.

RAISON DE LA MISE EN APPLICATION PARTIELLE DES PRATIQUES PAR FORMATION

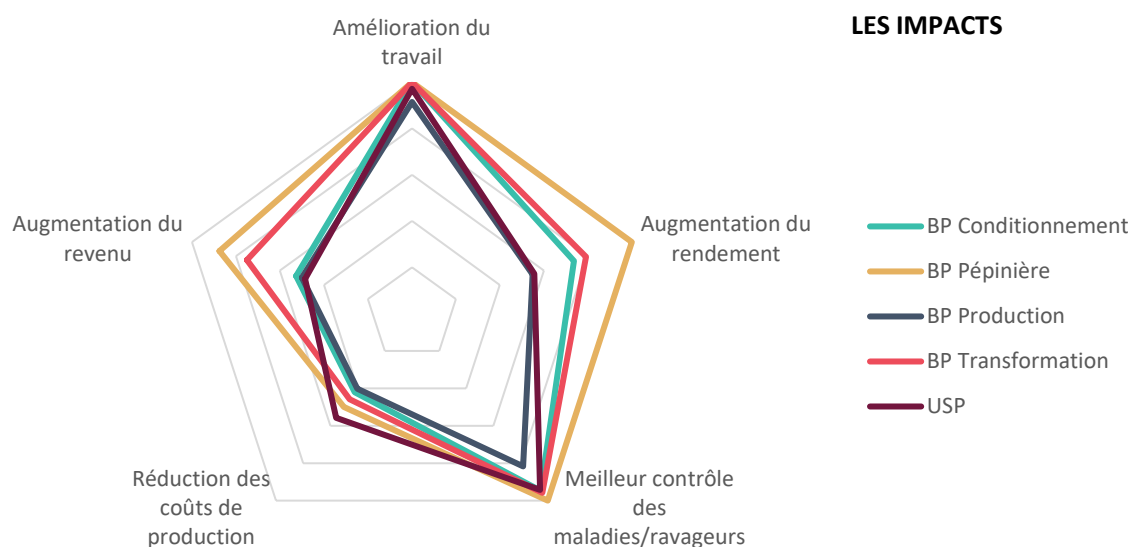


Lorsque les acquis de la formation ont été partiellement mis en pratique, les justifications les plus fréquentes sont le manque de matériel adéquat, ainsi que le manque de soutien financier.

D'une manière générale, il y a souvent une volonté de mettre en pratique les acquis de la formation, mais il manque souvent de moyens techniques et/ou financiers.

5.2.4.4. Impact des formations sur les apprenants

Ce niveau évalue les résultats finaux de la formation sur les objectifs globaux (ici du projet). Il s'agit de mesurer l'impact de la formation en lien avec l'impact attendu du projet. Cet impact a été mesuré selon 5 critères, en lien avec les objectifs attendus du projet : amélioration des conditions de travail, augmentation du rendement, meilleur contrôle des maladies/ravageurs, réduction des coûts de production et augmentation du revenu.



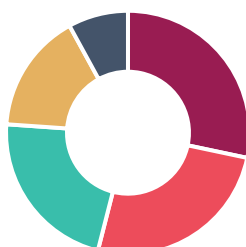
Les pourcentages d'augmentation (rendement, revenu) et/ou diminution se répartissent comme suit (pour les réponses positives compilées).

**PROPORTION
D'AUGMENTATION DU
RENDEMENT DE
PRODUCTION**



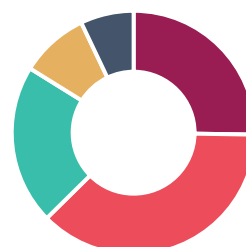
■ 0-10% ■ 10-30%
■ 30-60% ■ >60%
■ Je ne sais pas

**PROPORTION
D'AUGMENTATION DU
REVENU DE L'OPÉRATEUR**



■ 0-10% ■ 10-30%
■ 30-60% ■ >60%
■ Je ne sais pas

**PROPORTION DE
DIMINUTION DES COÛTS
DE PRODUCTION**



■ 0-10% ■ 10-30%
■ 30-60% ■ >60%
■ Je ne sais pas

Comme indiqué précédemment, il est encore trop tôt pour avoir une vision complète et durable de l'impact à long terme des formations dispensées par le projet sur les différents acteurs de la filière. Cependant, les résultats de cette enquête permettent d'être confiant quant à l'impact significatif que le projet aura sur le niveau de vie et l'activité professionnelle de ces opérateurs.

5.3. RÉSULTAT III : SUR BASE DE L'ANALYSE DES RISQUES, AMÉLIORER LA CAPACITÉ DES INSTALLATIONS À FOURNIR UN ENVIRONNEMENT APPROPRIÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT, LA MISE EN ŒUVRE DE BONNES PRATIQUES DE RÉCEPTION, DE FABRICATION ET D'ENTREPOSAGE

Sur base des besoins en contrôle qualité identifié dans le guide, du matériel a été acquis pour le GR.IGPP. La liste complète est disponible en annexe. A titre d'exemple, voici les motifs d'utilisation de quelques-uns de ces achats : réalisation d'analyses rapides (mycotoxines, etc.), calibrage du poivre, amélioration de la traçabilité, réalisation du contrôle qualité (taux d'humidité, etc.).

La seconde activité du résultat 3 était l'acquisition du matériel et construction d'une serre de protection de l'aire de séchage pour la station de BOUBA : les démarches ont été entreprises auprès du Ministère du Commerce par l'équipe du projet, notamment grâce à l'intervention de M. Sop (président du COPIL, secrétaire général du GR.IGPP et du COLEAD) auprès de son excellence Monsieur le Ministre du Commerce. Le dossier en cours de maturation auprès du Ministère, et le financement du MINCOMMERCE est a priori prévu pour l'exercice budgétaire 2024. L'équipe locale du GR.IGPP continuera de suivre cela avec les autorités compétentes.

En parallèle, le projet a financé une nouvelle aire de séchage à côté du futur centre du GR.IGPP (et proche de l'actuel centre d'agrégation) ; cette aire permettra, lorsqu'un lot arrive avec un taux d'humidité supérieure à la norme, de pouvoir le sécher sur place, ce qui représente un gain de temps et d'argent pour le producteur.

5.4. RÉSULTAT IV : PLATE-FORME D'ÉCHANGE DE CONNAISSANCES POUR LES GROUPES DE PARTIES PRENANTES DU PROJET ET SENSIBILISATION AU-DELÀ DES INTERVENTIONS DIRECTES DE PROJET/ PROMOTION DU DIALOGUE PUBLIC / PRIVÉ

L'objectif global de cette composante est de promouvoir et de faciliter le partage des connaissances entre les groupes de parties prenantes (organisations clés, organisations gouvernementales et participants) et de sensibiliser les parties prenantes du poivre de Penja au-delà des interventions directes du projet. Pour répondre à ces besoins, plusieurs activités ont été organisées.

5.4.1. Activité IV.1 : Organisation de réunions périodiques de sensibilisation

Afin de s'assurer du bon déroulement des activités, principalement auprès du public-cible dans les 5 bassins de production (les producteurs, les pépiniéristes, etc.), plusieurs sessions de sensibilisation ont été organisées (à chaque fois dans les cinq bassins). Ces réunions avaient plusieurs objectifs (liste non exhaustive):

- Informer sur le projet (résultats passés et activités futures) ;
- Echanger avec l'équipe du projet ;
- Insister sur l'importance de l'implication de tous les acteurs de la chaîne de valeur poivre de Penja ;
- Présenter le centre d'agrégation et de conditionnement du groupement et son importance pour les acteurs de la filière (recommandation issue d'un COPIL) ;
- Obtenir les retours des acteurs sur les activités passées ;
- Répondre aux éventuelles questions.

Pour élargir la sensibilisation effectuée, la presse écrite et la radio locale, présente lors de certaines réunions, ont relayé l'information auprès des parties prenantes.

Au total, 3 différentes sessions de sensibilisation ont été effectuées (à chaque session, 1 réunion par bassin). Ces 15 réunions ont mobilisé un total de 376 personnes, dont 6% de femmes.

5.4.2. Activité IV.2 : Réalisation de vidéos de sensibilisation et de promotion

Lors du 5^{ème} semestre du projet, un film de sensibilisation sur les bonnes pratiques SPS de la filière poivre de Penja a été développé en français (et ensuite sous-titré en anglais). Dans le cadre de la production de ce film, le projet a dépêché un prestataire vidéo local afin de tourner les images d'illustration correspondant aux différentes étapes de production du poivre de Penja, de la pépinière à la distribution. En parallèle, le prestataire a pris des photos diverses à la demande du STDF pour alimenter leurs publications.

L'objectif du film de 13 minutes est de sensibiliser chaque acteur de la filière à l'hygiène et aux bonnes pratiques sanitaires et phytosanitaires tout au long des opérations tout en fournissant un support facilement scindable afin de cibler la zone de production et le public souhaités.



<https://youtu.be/V5uOmFn-sms>

En plus de cette vidéo, une vidéo promotionnelle de 3 minutes a été montée par l'équipe du COLEAD, à destination de la télévision locale. Le spot télévisé reprend les images tournées dans le cadre du film pédagogique sur la filière ainsi que des interviews des acteurs clés du secteur ; elle a pour objectif de sensibiliser les consommateurs camerounais, ou autre, sur les efforts mis par la filière pour leur fournir un poivre de haute qualité gustative, mais aussi sanitaire. Cette vidéo a été diffusée en août et septembre 2022 sur plusieurs chaînes de télévision camerounaise, dont la chaîne nationale CRTV.



<https://youtu.be/YohSGzFT1ZY>

5.4.3. Activité IV.2 : Organisation d'une table ronde

A l'issue du projet, juste avant la cérémonie de clôture, une table ronde a été organisée. Son objectif était de réunir les parties prenantes de la filière (secteur privé, secteur public, partenaires techniques et financiers³) afin d'échanger sur les recommandations de l'évaluation externe pour (1) les prioriser et (2) développer un plan d'action pour continuer le développement de la filière de manière durable, en pérennisant les acquis du projet.

³ Secteur public : MINADER, MINCOMMERCE, MINEPAT, MINPMEESA

Secteur privé : représentants du GR.IGPP,

Partenaires techniques et financiers : formateurs du projet, OAPI, COLEAD, UKTP, CCIMA

Les trois thèmes abordés lors de cette table ronde ont été définis par le COPIL. Les principales conclusions des échanges suivent :

- **Pérennisation des formations :**
 - Besoin d'associer les services ministériels décentralisés aux futures formations – si les conseillers du MINADER sont formés, ils pourraient former les acteurs de la filière
 - Concertation au niveau du pôle des formateurs (consultants et GR.IGPP⁴) pour négocier un partenariat pour continuer à utiliser les outils et former les acteurs de la filière
 - Pour le financement des futures formations, nécessité d'ajouter une ligne budgétaire/ un fonds formation au sein du budget du groupement (via la cotisation des membres) – activité en cours
- **Développement de la compétitivité économique des producteurs :** Une coopérative est en cours de création, avec comme objectif de regrouper la production des producteurs pour faciliter la mise en marché :
 - Les membres de la coopérative seront uniquement les producteurs (et non les distributeurs)
 - Le Coopérative facilitera la négociation pour achats et ventes groupés – voire l'organisation des collectes et du conditionnement du poivre.
 - Le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat (MINPMEEA) a un programme d'appui pour l'accompagnement au développement des coopératives. Ils sont prêts à accompagner dans cette démarche (via la délégation du Moungo).
 - Les fonds nécessaires pour le fonctionnement de la coopérative sont encore à définir, mais ils ont déjà eu une séance de sensibilisation sur aspects administratifs.
- **Amélioration de l'accès au marché**
 - Premier marché visé = marché international
 - La CCIMA peut fournir les informations sur les foires pertinentes pour la promotion de la filière
 - Outils développés par ITC sur le potentiel de marché (trade map, etc.) pour identifier les pays importateurs/consommateurs de poivre
 - Marché national : besoin de viser les grandes surfaces
 - D'une manière, besoin de renforcement en connaissances logistiques / exigences / etc. (outils et formations disponibles auprès de UKTP et de COLEAD)

En conclusion, cette table ronde a permis d'établir les premières actions, ainsi que les partenaires potentiels, pour s'assurer de la pérennisation des acquis du projet.

5.5. RÉSULTAT V : COORDINATION ET SUIVI DU PROJET

En plus de l'activité de la gestion du projet, décrite au point 4, deux ateliers ont été organisés, pour le lancement du projet, ainsi que pour sa clôture. Le projet a aussi été évalué par un évaluateur externe.

5.5.1. Activité V.2. Atelier de lancement du projet

L'atelier de lancement du projet STDF/PG/593 s'est tenu le jeudi 24 octobre 2019 au siège de la CCIMA (Chambre de Commerce, des Industries, des Mines et de l'Artisanat). 62 personnes ont participé à l'évènement : ces participants venaient tout autant des instances publiques que du secteur privé, tous

⁴ Depuis 1 an, payés sur fonds internes du GR.IGPP

parties prenantes de la filière poivre. L'atelier a démarré par un mot de bienvenue du Président de l'IGPP, suivi d'un mot d'introduction du Secrétaire Général de la CCIMA et pour finir un mot émanant de la part du représentant du STDF, Pablo Jenkins, présent pour l'évènement de lancement. Après cette introduction, l'atelier a été officiellement lancé par le Délégué Régional de l'Agriculture et du Développement Rural, représentant le MINADER. À la suite de la conférence de presse, l'atelier s'est poursuivi par la présentation du GR.IGPP, principal bénéficiaire du projet, la présentation du projet et la présentation du COLEAD et du chronogramme de mise en œuvre du projet (année 1). Les présentations ont été suivies d'une séance de questions-réponses. Le sous-préfet a ensuite clôturé l'atelier de lancement, démarrant ainsi officiellement le projet STDF/PG/593 au Cameroun.

5.2.5. Activité V.3. Atelier de fin de projet couplé à des journées portes ouvertes

La cérémonie de clôture du projet STDF/PG/593 s'est tenue le mercredi 12 octobre 2022 au siège de la CCIMA (Chambre de Commerce, des Industries, des Mines et de l'Artisanat) à Douala. 81 personnes ont participé à l'évènement : ces participants venaient tout autant des instances publiques que du secteur privé, tous parties prenantes de la filière poivre. L'atelier a démarré par plusieurs mots de bienvenue des principaux partenaires, et la cérémonie de clôture a été officiellement lancée par le Délégué Régional de l'Agriculture et du Développement Rural, représentant le MINADER. À la suite de la conférence de presse et la visite des exposants, l'atelier s'est poursuivi par la présentation du COLEAD sur les résultats du projet ainsi que les résultats de l'évaluation externe. S'en est suivie la présentation des activités et futurs développements du GR.IGPP, principal bénéficiaire du projet, notamment suite aux acquis de celui-ci. Les présentations ont été suivies d'une séance de questions-réponses. Le sous-préfet a ensuite clôturé la cérémonie, clôturant ainsi officiellement le projet STDF/PG/593 au Cameroun.



En parallèle de cet atelier, le projet a organisé deux journées portes ouvertes dans la cour du siège de la CCIMA, les mercredi 12 et jeudi 13 octobre, où les différents acteurs (3 pépiniéristes, 5 producteurs et 4 distributeurs, ainsi que le groupement) ont pu présenter leurs produits et leurs activités au public camerounais. Quatre stands étaient organisés, un par association.



5.5.2. Activité V.4. Évaluation externe de la mise en œuvre du projet

En septembre 2022, une évaluation externe a été réalisée par un consultant sénégalais, n'ayant pas été impliqué dans les autres activités du projet. Le résumé analytique de cette évaluation suit : « L'évaluation finale du projet a pour but de présenter une analyse globale des actions entreprises et des stratégies menées dans le cadre du projet. Cette évaluation a été conduite pendant la période allant du 27 août au 23 septembre à 2022, sur la base d'une analyse documentaire et d'une mission de visite des sites. Elle a suivi la méthode décrite par les directives décrites dans les TDR pour la réalisation de l'évaluation finale du projet. Les conclusions et résultats préliminaires ont été partagés au cours d'une réunion de restitution à Penja, le 16 septembre 2022 avec les parties prenantes du projet au niveau local. La performance du projet est évaluée en considérant les critères d'appréciation ci-dessous :

- **Cohérence** : Le schéma organisationnel mis en place pour le pilotage et l'exécution du projet est bien adapté au contexte local du projet. Les moyens mis en œuvre pour l'atteinte des résultats escomptés ont été compatibles avec les activités mises en œuvre par le projet. Le projet est cohérent avec la vision de développement et la stratégie du STDF. Des échanges réguliers ont eu lieu avec d'autres projets intervenant dans la thématique en vue de créer des synergies.
- **Pertinence** : Le projet est très pertinent dans sa conception et dans sa mise en œuvre, qui répond à des attentes fortes de l'ensemble des parties prenantes. Le projet a été bien pensé en parfait accord entre les parties prenantes (GR.IGPP) et les autorités camerounaises (CCIMA, MINADER, MINCOMMERCE) qui ont adopté une démarche participative dans l'identification des priorités du projet. Les axes d'intervention retenus sont importants et répondent effectivement à des besoins urgents.
- **Efficacité** : Le projet a contribué au renforcement des capacités opérationnelles, humaines et techniques des acteurs sur l'amélioration de la qualité et de la sécurité du poivre de Penja. Le projet a contribué à mieux comprendre les risques sanitaires et phytosanitaires, les bonnes pratiques et les exigences d'accès aux marchés pour améliorer les pratiques en matière de production, de conditionnement et de distribution du poivre. L'évaluation a permis de noter que la quasi-totalité des résultats attendus ont été atteints. Toutefois des efforts devront être mis pour renforcer le suivi, la sensibilisation et assurer la promotion du produit.
- **Efficience** : Par rapport à la situation de référence définie, les moyens financiers, matériels et humains mobilisés, ont été disponibles et suffisants pour réaliser les activités dans les délais et atteindre les résultats fixés à des coûts raisonnables et sans gaspillage. Les mécanismes mis en place ont permis à l'équipe de coordination du projet de s'investir pour réaliser les activités prévues. Au total, il apparaît clairement que pour la plupart des éléments d'efficience analysés, le projet est tributaire d'une bonne efficience. Aussi peut-on en conclure que l'efficience globale du projet est satisfaisante.

- **Impact** : Pour un projet d'une durée de 3 ans et dont l'évaluation finale a été conduite juste à la fin du projet, il paraît trop tôt de parler des impacts du projet. Cependant quelques effets immédiats sont notés au moment de l'évaluation, notamment en termes de création d'emplois mais ceux-ci ne sont pas encore bien documentés. Par ailleurs d'autres effets ont été constatés, comme le changement de comportement opéré au niveau des acteurs avec l'utilisation des bonnes pratiques, l'augmentation du nombre de membres au niveau de l'IGP et l'intérêt de plus en plus de jeunes pour la filière poivre. Une étude d'impact des formations est menée pour mesurer les améliorations notées suite à la situation de référence établie au départ du projet.
- **Durabilité** : Le renforcement des capacités des différents acteurs et les outils de qualité développés, la base d'experts formateurs mis en place et l'implication des administrations sectorielles (MINADER et MINCOMMERCE) permettent de penser à la préservation de nombreux acquis. En outre, le fort engagement des parties prenantes, et le mécanisme de coordination entre la multiplicité d'acteurs peuvent assurer cette durabilité. En prenant en compte ces facteurs clés, la mission d'évaluation juge la durabilité satisfaisante avec un bon suivi. »

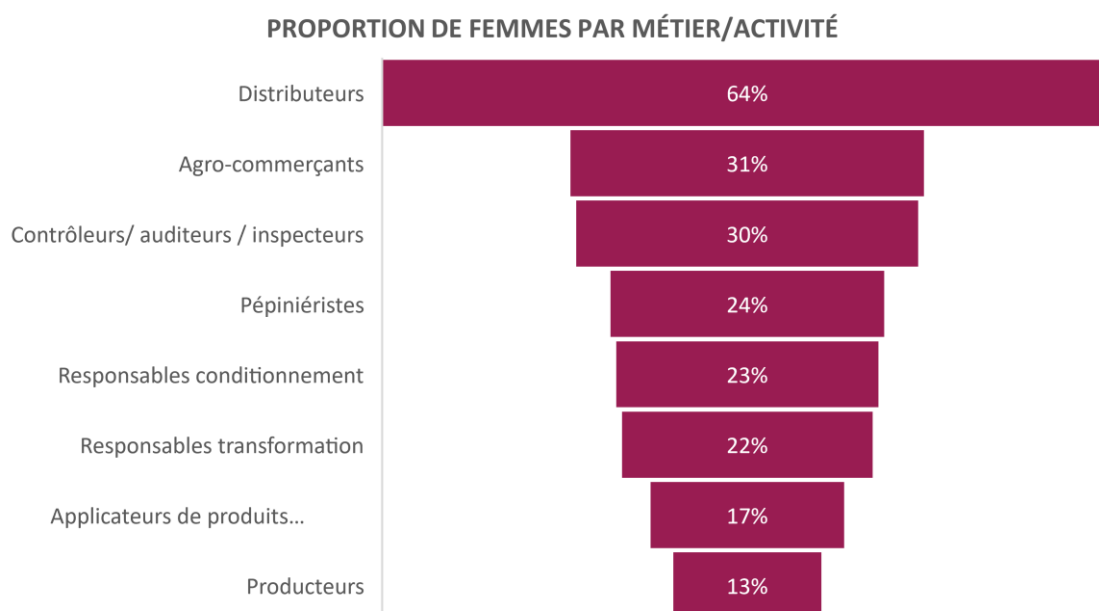
Cette évaluation a permis de confirmer l'atteinte de la quasi-totalité des objectifs du projet : *« L'exécution du projet STDF/PG/593 a permis d'apporter une réponse à la demande des acteurs de la filière poivre de Penja dans les cinq (5) sous-bassins. La forte implication des services techniques de l'Etat et l'utilisation de la main d'œuvre locale a permis de maximiser le budget en réalisant l'ensemble des activités planifiées. La démarche adoptée pour la mise en œuvre du projet est basée sur une approche participative avec une collaboration accrue avec les bénéficiaires et les partenaires de mise en œuvre (CCIMA, MINADER, MINCOMMERCE, GR.IGPP, COLEAD et services techniques de l'Etat). La collaboration est basée sur un partenariat responsable qui a conduit à l'atteinte des résultats significatifs dans le délai imparti. ».*

6. QUESTIONS TRANSVERSALES

6.1. ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES

Il est important de souligner que, bien que les questions de genre aient été intégrées de manière transversale dans le projet, elles n'ont pas constitué l'objectif principal de la mise en œuvre. Néanmoins, les efforts pour tenir compte des besoins et des opportunités liés à la dimension genre ont permis de sensibiliser, de manière directe et indirecte, tous les acteurs impliqués dans la chaîne de valeur du poivre de Penja. Il convient de reconnaître que les dynamiques existantes au sein de la chaîne de valeur du poivre au Cameroun, notamment en ce qui concerne la répartition actuelle des rôles et des responsabilités entre les hommes et les femmes, sont des situations de fait sur lesquelles un projet comme celui-ci, axé sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et disposant d'un budget limité, ne peut influencer significativement en direct ; les efforts étant plutôt orientés vers l'inclusion de la dimension genre dans les activités prévues, autant que possible et pratiquement réalisable, afin d'assurer une sensibilisation continue sur cette question. En effet, au cours du projet, les dynamiques de genre existantes au sein de la chaîne de valeur du poivre de Penja ont été mentionnées et discutées avec les principales parties prenantes. Cette démarche a permis d'initier un premier niveau de sensibilisation à la question du genre. En abordant ouvertement ces dynamiques et en encourageant le dialogue entre les acteurs concernés, le projet a contribué à mettre en lumière les défis et les opportunités liés à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes au sein de la chaîne de valeur.

En analysant la participation des femmes aux activités du projet, il est clair que la filière de la distribution est dominée par les femmes. En effet, lors des formations, 64% des distributeurs étaient des femmes, tandis que d'autres professions, telles que les producteurs, ont une proportion plus faible de femmes (13%).

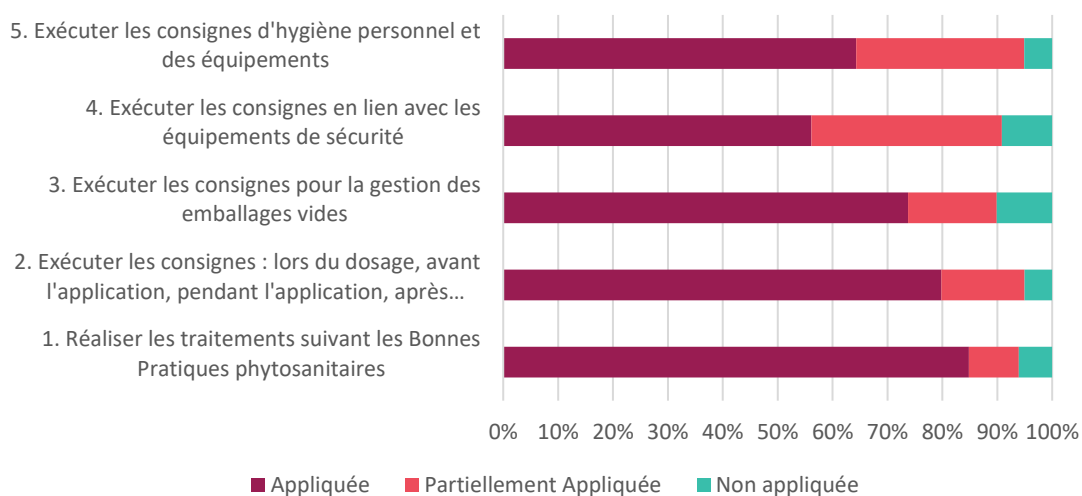


Cette répartition suggère que la filière pourrait se concentrer sur la promotion de l'autonomisation économique des femmes en ciblant le secteur de la vente. En favorisant l'accès des femmes aux opportunités économiques dans ce secteur, le secteur pourrait contribuer à améliorer leur statut socio-économique et leur donner une plus grande voix dans la prise de décisions au sein de la communauté.

6.2. ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX

Sans une évaluation environnementale spécifique du projet, l'impact sur l'environnement ne peut pas être mesuré de manière précise. Cependant, en améliorant les pratiques agricoles et en mettant en place des bonnes pratiques SPS pour la filière, le projet a contribué à réduire l'utilisation de pesticides et à préserver les sols et les ressources naturelles. En effet, en sensibilisant les producteurs et les revendeurs d'intrants à l'usage sécurisé des pesticides, il est à espérer qu'un « effet de démonstration » prendra place au minimum pour la région. De plus, en analysant un peu plus en détails également les résultats de l'étude d'impact des formations sur la thématique Usage sécurisé des pesticides (USP), il apparaît que les bonnes pratiques USP ont été majoritairement appliquées.

MISE EN PRATIQUE DES ACQUIS DE LA FORMATION



7. DURABILITÉ

La pérennité et la durabilité des actions et acquis du projet dépend de nombreux facteurs tels que l'engagement continu des parties prenantes, la disponibilité de financements et de ressources humaines, les évolutions du marché et de l'environnement réglementaire, entre autres. Le fait que le projet ait atteint la quasi-totalité de ses objectifs, tels que l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques SPS, la formations des acteurs du secteur (y compris les encadreurs et responsables du GR.IGPP), la construction d'une aire de séchage répondant aux normes, l'acquisition d'équipements pour le centre d'agrégation, ainsi que la reconnaissance de l'indication géographique protégée (IGP) par l'Union européenne, est un bon indicateur de durabilité et de pérennité des actions et des acquis du projet.

De plus, les synergies créées entre les parties prenantes du projet (secteur privé – secteur public – partenaires techniques et financiers) contribuent à maintenir l'engagement et le dialogue entre les différents acteurs du secteur, ce qui peut renforcer la durabilité des efforts de développement de la filière.

Plus précisément, les éléments suivants contribuent à la durabilité à long terme du projet, notamment:

- Le renforcement des compétences et connaissances des encadreurs du GR.IGPP, afin qu'ils puissent les transmettre de manière autonome au sein du groupement ;
- Le développement de l'expertise locale en matière de sécurité sanitaire des aliments, pour garantir que le GR.IGPP dispose d'un accès rapide et facile à des conseils spécialisés en cas de besoin ;
- La distribution des supports de formation, qui permet de poursuivre la diffusion des messages clés en matière de bonnes pratiques SPS ;
- La méthodologie participative utilisée dans le cadre du projet, qui assure que les activités ont été réalisées en réponse aux besoins réels de la filière et en collaboration avec les parties prenantes ;
- La relation de partenariat à long terme entre le GR.IGPP et le COLEAD (ainsi qu'avec les autres partenaires), qui garantit une continuité des actions entreprises ;
- L'appui continu du COLEAD pour renforcer les capacités de la DRCQ en matière de contrôle SPS, ce qui contribue à l'amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du poivre.

L'évaluation externe précise : « Les perspectives de durabilité sont très rassurantes au regard des compétences acquises et de la documentation produite durant la mise en œuvre du projet ».

De nombreuses actions de suivi ont été identifiées à la fin du projet, lors de concertation entre les différentes parties prenantes de la filière. Celles-ci sont reprises dans la section 10 (recommandations et actions de suivi). Parmi celles-ci, nous pouvons noter :

- La volonté de concertation entre le pôle des formateurs locaux formés lors du projet et le GR.IGPP) pour négocier un partenariat pour continuer à utiliser les outils et former les acteurs de la filière ;
- Au niveau de la structuration de la filière, un regroupement des acteurs en coopérative est en cours, cela permettra de regrouper la production des producteurs pour faciliter la mise en marché. Les principales questions sont au niveau de l'organisation, des statuts, de l'implication (ou non) du GR.IGPP au niveau de la coopérative, etc. Les échanges ont permis d'identifier un projet du MINPMEESA en cours qui pourrait accompagner le GR.IGPP et la future coopérative dans ces démarches.

- Les échanges entre le GR.IGPP et le MINCOMMERCE continuent pour la mise en place de la serre de protection de l'aire de séchage pour la station de BOUBA ; le MINCOMMERCE s'est engagé à envisager de prévoir cette activité au budget 2024.

L'ensemble des parties prenantes de la filière (CCIMA, COLEAD, MINADER, MINCOMMERCE, MINPMEESA) a réitéré sa disponibilité pour accompagner le GR.IGPP et la filière poivre de Penja dans son expansion, dans la limite des ressources respectives disponibles.

En conclusion, le projet a réfléchi à la durabilité de chaque activité dès l'élaboration de celle-ci. Il revient maintenant aux acteurs et partenaires de la filière de continuer leur engagement pour améliorer la qualité SPS du poivre de Penja, afin de développer les parts de marché de ce poivre d'exception, notamment en mobilisant les ressources (financières et humaines) nécessaires.

8. APERÇU FINANCIER

Le budget général du projet a été consommé à 80%, avec une différence de 0% à 113% selon les acteurs et partenaires. Chaque budget sera analysé plus en détails et par résultats ci-dessous. La gestion multi-bailleurs a présenté quelques difficultés mineures de répartition des coûts. En effet, à titre d'exemple, le COLEAD a récemment identifié une erreur d'encodage analytique sur la ligne budgétaire A.2.2.1, suite à la migration vers un nouveau système comptable en juillet 2022. Une facture, initialement attribuée au projet STDF Cameroun lors de la période 5, avait été incorrectement imputée au programme FFM SPS. Néanmoins, étant donné l'éligibilité de la dépense sur le programme FFM SPS, le COLEAD a effectué une correction sur la période 6 du rapport pour éviter tout double comptage, en l'incluant désormais dans la contribution du programme FFM SPS. Cette correction souligne l'engagement de l'organisation envers la transparence financière et l'importance du travail de backstopping administratif et financier sur ses projets.

	STDF	Contribution COLEAD (FFM SPS)	Contribution IGPP	Contribution CCIMA	Contribution MIN. COMMERCE	Total
Budget total du projet (EU)	494 876	69 528	101 516	45 956	8 970	720 846
Montant total reçu à ce jour (EU)	371 155	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	371 155
Montant total des dépenses en fin de projet (EU)	406 663	78 867	64 400	25 800	0	575 730
Fonds non dépensés (EU)	-35 508	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	-35 508
% consommé	82%	113%	63%	56%	0%	80%

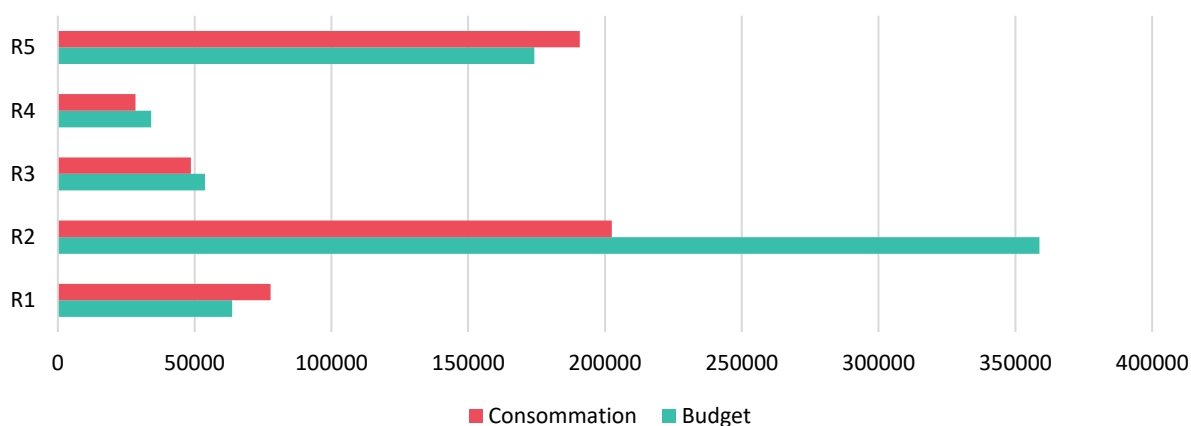
Une première analyse du budget global par résultat montre déjà une disparité de consommation du budget initial par résultat :

- **Résultat 1 (122% de consommation)**: comme mentionné dans les rapports semestriels précédents, le volet 1 a dépassé le budget initialement prévu mais il semblait important de consacrer le budget nécessaire à cette activité dont dépend la suite du projet (guide et matériel). Afin de limiter ce dépassement, le COLEACP, via son programme FFM SPS, a pris en charge une partie des frais d'expertise et l'impression du guide a été faite sous le résultat 4.2, l'objectif de cette activité étant le suivant : « Les outils de communications sur le projet et sur les bonnes pratiques sont conçus, imprimés et diffusés auprès du public cible », et ce avec l'accord du STDF.
- **Résultat 2 (56% de consommation)** : Le budget alloué au volet 2 du projet a été surestimé dans le budget initial. Ce volet, qui représente plus de 50% du budget total du projet, est principalement dédié à la mise en place des formations, qui est l'une des compétences clés du COLEAD. En effet, le COLEAD a optimisé l'organisation des sessions de formation en proposant, par exemple, une seule session de formation de formateurs en présence d'experts

bilingues au lieu de deux sessions distinctes dans chaque langue. Cette optimisation a permis de réaliser des économies sur le budget initial et de mieux ajuster les ressources aux besoins réels du projet, en consacrant notamment plus de budget que prévu à l'activité 2.1 (géolocalisation des acteurs de la filière), avec accord du STDF.

- **Résultat 3 (90% de consommation)** : Ce volet prévoyait l'achat de matériel, et le renforcement des infrastructures. Toutes les activités ont été réalisées, sauf la contrepartie liée au MINCOMMERCE, ce qui sera repris plus en détails ci-dessous.
- **Résultat 4 (83% de consommation)** : La sous-consommation du budget (même si partiellement réalloué entre 4.1 et 4.2) s'explique par le fait que, au fur et à mesure du projet, la sensibilisation des partenaires a été réalisée en parallèle de chaque activité de formation. Le nombre de sessions de sensibilisation à proprement parler a donc été diminué, en accord avec les partenaires du projet.
- **Résultat 5 (110% de consommation)** : Le dépassement de ce volet est dû à deux raisons majeures : sous-estimation du budget ressources humaines au niveau du COLEAD et léger dépassement du budget lors de l'évènement de lancement du projet.

BUDGET TOTAL PRÉVISIONNEL ET BUDGET TOTAL CONSOMMÉ PAR RÉSULTAT (€)

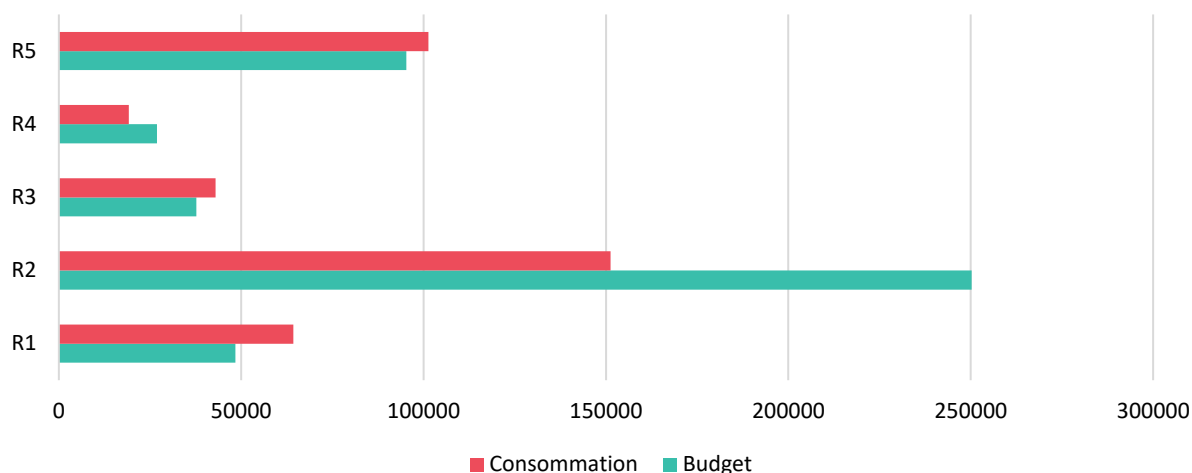


8.1. BUDGET STDF

Le budget STDF du projet a été consommé à 82 % et, de manière logique, suit globalement le budget total en termes de pourcentages de consommation, à savoir :

- Résultat 1 : 133% de consommation
- Résultat 2 : 60% de consommation
- Résultat 3 : 114% de consommation
- Résultat 4 : 71% de consommation
- Résultat 5 : 106% de consommation

BUDGET STDF PRÉVISIONNEL ET BUDGET STDF CONSOMMÉ PAR RÉSULTAT (€)

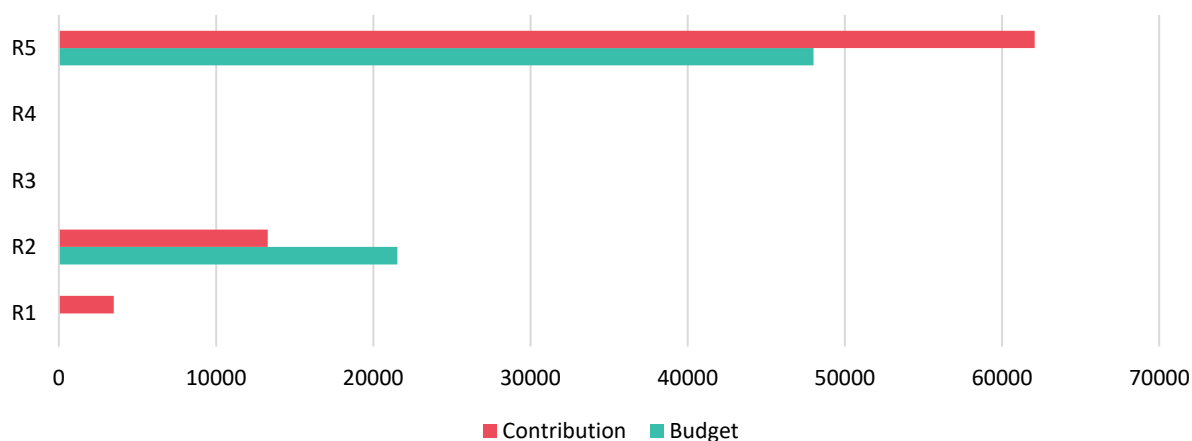


La seule différence avec le budget général est liée au résultat 3, qui a dépassé les prévisions initiales. Cela a été fait en accord avec le STDF en fin de projet, notamment pour acquérir un ordinateur afin de pouvoir assurer une traçabilité des produits entrants et sortants du centre d'agrégation et de conditionnement du GR.IGPP.

8.2. CONTRIBUTION FFM SPS (COLEAD)

La contribution du COLEAD, via la valorisation des activités menées à travers son programme FFM SPS, représente 113% du budget initialement alloué. En effet, en plus des petits ajustements précédemment mentionnés, il est également apparu que le budget dédié à la coordination des ressources humaines COLEAD a été sous-estimé pour la coordination et le suivi de la mise en œuvre des activités du projet. La mise en place et la supervision d'un plan de travail efficace, ainsi que l'assurance de la qualité des différents livrables / activités, exigent une coordination rigoureuse entre les différentes parties prenantes impliquées dans le projet. Il est essentiel, pour l'avenir, de revoir la planification des ressources humaines et budgétaires pour s'assurer que l'ensemble du processus de mise en œuvre se déroule de manière efficace et conforme aux exigences du projet.

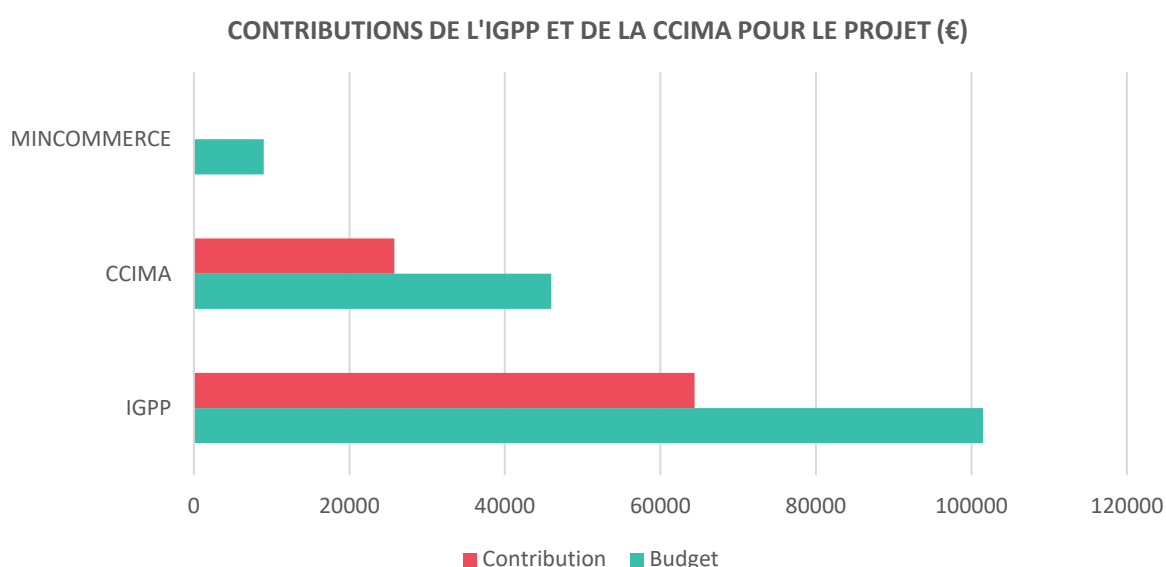
BUDGET FFM SPS PRÉVISIONNEL ET BUDGET FFM SPS CONSOMMÉ PAR RÉSULTAT (€)



8.3. CONTREPARTIES DES PARTENAIRES LOCAUX (GR.IGPP, CCIMA, MINCOMMERCE)

Au niveau de la contrepartie des partenaires relais, c'est-à-dire le GR.IGPP et la CCIMA, celle-ci a été de nature technique principalement, ainsi que par la mobilisation de leur personnel pour le bon déroulement du projet. Comme mentionné précédemment, leurs implications respectives ont été sans faille et ont grandement contribué à la réussite du projet.

La valorisation budgétaire de ces contreparties a peut-être été sous-estimée en raison de deux facteurs : (1) celle-ci a été estimée sur base des rapports d'activités des deux relais nationaux, partagés avec la coordination du projet sur base régulière (mais sans estimation budgétaire) et (2) la principale contribution de ces acteurs étaient leurs disponibilités respectives, ainsi que la disponibilité de leurs collègues. Or la coordination n'a pas accès, en toute logique, à la masse salariale que cela représente, celle-ci a donc été estimée.



Les principales contributions « en nature » fournies par la CCIMA sont :

- Mise à disposition du relais national pour les activités du projet ;
- Facilitation pour l'organisation des ateliers de lancement et de clôture du projet : obtention de devis, discussion avec les prestataires, etc. ;
- Mise à disposition du siège de la CCIMA pour ces ateliers ;
- Mise à disposition d'une salle pour la dernière réunion du COPIL.

Les principales contributions « en nature » fournies par le GR.IGPP sont :

- Mise à disposition du relais national pour les activités du projet ;
- Facilitation pour l'achat de matériel et l'amélioration des infrastructures : obtention de devis, discussion avec les prestataires, etc. ;
- Mise à disposition d'une salle pour les réunions du COPIL et aussi pour certaines sessions de formation ;
- Mobilisation du personnel technique du GR.IGPP pour le recensement des acteurs de la filières, ainsi que pour certaines formations et sensibilisations.

Comme mentionné précédemment, la contribution financière du MINCOMMERCE n'a pas été fait endéans la durée du projet, mais les discussions sont en cours pour un financement en 2025.

9. ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Plusieurs facteurs ont contribué au bon déroulement du projet, ainsi qu'à la réussite des actions menées :

- La démarche participative dès la conception du projet en impliquant l'ensemble des parties prenantes et particulièrement les bénéficiaires directs du projet, afin de s'assurer que les activités prévues correspondent aux besoins de la chaîne de valeur ;
- La démarche participative dans la réalisation des activités, notamment les consultations avec les partenaires pendant la préparation des activités, la tenue des COPIL ;
- L'implication du GR.IGPP, bénéficiaire du projet, dans la coordination du projet, ce qui a énormément contribué à l'atteinte des objectifs de celui-ci ;
- Les bonnes relations et le dialogue continu entre l'équipe de coordination du projet, les autorités compétentes (MINADER et MINCOMMERCE) et les bénéficiaires ; même si les objectifs liés au MINCOMMERCE n'ont pas été atteints ; de nombreuses avancées sur le dossier ont été réalisées ;
- Le choix d'une équipe de coordination locale, ce qui a permis de faciliter le bon déroulement des activités compte tenu de leurs connaissances du terrain et d'instaurer une relation de confiance avec les acteurs à la base ;
- Le choix d'une structure externe de mise en œuvre disposant d'une solide expérience dans le domaine SPS horticole, et avec également une expérience solide en développement de formations et outils de formations, ces activités étant le centre du projet, avec le plus d'impact ;
- La synergie avec les projets intervenant sur la même thématique ou sur la même chaîne de valeur, dont les trois projets suivants :
 - Projet PAMPIG2 : Projet d'appui à la mise en place des indications géographiques dans des Etats africains (mis en œuvre avec l'OAPI – financement AfD)
 - Programme FFM SPS : Renforcement des systèmes sanitaires et phytosanitaires du secteur horticole ACP (mis en œuvre par le COLEAD – financement EU)
 - Projet UKTP : Programme de partenariat commercial avec le Royaume-Uni (mis en œuvre par ITC – financement UK)
- L'approche locale dans la sélection d'expertise pour les activités du projet, ce qui a permis d'éviter certains coûts (de déplacements par exemple), d'être peu impacté par la pandémie du COVID (peu de déplacements transfrontaliers), ainsi que d'assurer une meilleure connexion avec le public-cible (notamment lors des formations) ;
- La pertinence du séquentiel proposé dans le déroulement des activités du projet, à savoir (1) analyse des risques SPS, (2) guide de bonnes pratiques SPS, (3) développement de supports didactiques (brochures illustrées et fiches maladies/ravageurs), (4) formation de formateurs (incluant les encadreurs du GR.IGPP) et (5) formations des acteurs, séquentiel qui peut servir de modèle à toute filière rencontrant des problèmes SPS ;
- Le développement de supports (guide, brochures et vidéos), afin de garantir la diffusion des informations et des bonnes pratiques au-delà de la fin du projet.

10. RECOMMANDATIONS ET ACTIONS DE SUIVI

A l'issue du projet, le GR.IGPP, les autorités compétentes et les partenaires techniques et financiers ont échangé sur les défis et opportunités de la filière poivre de Penja, en vue de construire une feuille de route pour la filière, et notamment pour la pérennisation des actions du projet. Les trois thématiques abordées ont été sélectionnées lors du dernier COPIL et sont les suivantes : pérennisation des formations, structuration de la filière et amélioration de l'accès au marché. Voici les principales perspectives issues de ces échanges :

- Au niveau de la pérennisation des formations, la principale difficulté mentionnée concernait le financement de ces futures formations. Voici les principales pistes de solutions identifiées :
 - Concertation au niveau du pôle des formateurs locaux (consultants et GR.IGPP) pour négocier un partenariat pour continuer à utiliser les outils et former les acteurs de la filière ;
 - Prévoir une ligne budgétaire/ un fonds formation au sein du budget du groupement (cotisation des membres).
- Au niveau de la structuration de la filière, un regroupement des acteurs en coopérative est en cours, cela permettra de regrouper la production des producteurs pour faciliter la mise en marché. Les principales questions sont au niveau de l'organisation, des statuts, de l'implication (ou non) du GR.IGPP au niveau de la coopérative, etc. Les échanges ont permis d'identifier un projet du MINPMEESA en cours qui pourrait accompagner le GR.IGPP et la future coopérative dans ces démarches.
- Pour améliorer l'accès au marché, plusieurs actions ont été identifiées :
 - Identifier les salons spécialisés pour promouvoir l'IGP (avec l'aide de la CCIMA et du COLEAD)
 - Renforcer les acteurs en connaissances logistiques, exigences réglementaires et commerciales, etc. (avec l'aide de UKTP et du COLEAD).

En plus des perspectives issues de ces échanges publics-privés, quelques recommandations sont utiles pour pérenniser les acquis du projet sur les bonnes pratiques SPS de la filière du poivre de Penja :

- Renforcer le contrôle sur les bonnes pratiques et le respect des cahiers des charges pour devancer les éventuels manquements des acteurs ;
- Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation réguliers afin de mesurer l'impact du projet sur le secteur et de veiller à ce que les bonnes pratiques SPS soient intégrés dans les pratiques quotidiennes des acteurs du secteur sur le long terme ;
- Pour assurer la diffusion et l'application à grande échelle des résultats du projet, mettre en place des stratégies de communication efficaces pour sensibiliser les acteurs du secteur et les décideurs aux avantages de l'utilisation des bonnes pratiques SPS. Des plateformes de partage de connaissances peuvent également être mises en place pour permettre aux acteurs du secteur d'échanger des informations et des expériences ;
- Continuer à renforcer les capacités des acteurs du secteur en matière de bonnes pratiques SPS et à fournir des ressources techniques pour soutenir leur mise en œuvre ;
- Continuer les échanges entre le GR.IGPP et le MINCOMMERCE pour la mise en place de la serre de protection de l'aire de séchage pour la station de BOUBA ;
- Identifier des politiques de financement innovantes pour soutenir la mise en œuvre des bonnes pratiques SPS, en particulier pour les petits producteurs qui rencontrent des difficultés à accéder aux financements traditionnels.
- Renforcer les actions de plaidoiries au niveau du ministère de commerce pour lutter contre la fraude existante dans la filière sur le marché local ;

- Finaliser le modèle économique du GR.IGPP pour se préparer au retrait ou l'absence des bailleurs.

Pour finir, en ce qui concerne la situation SPS au niveau du Cameroun, les recommandations sont les suivantes :

- Renforcer la collaboration entre les différentes agences gouvernementales impliquées dans la mise en œuvre des normes SPS afin de garantir une coordination et une harmonisation efficaces des politiques ;
- Renforcer les capacités des institutions nationales et régionales en matière de réglementation et de mise en œuvre des normes SPS, y compris la formation des inspecteurs et des techniciens de laboratoire ;
- Renforcer les infrastructures nationales et régionales, et notamment des laboratoires d'analyses microbiologiques, et de résidus de pesticides ;
- Mettre en place un système de gestion des déchets phytosanitaires au niveau national (emballages vides, etc.).

11. ANNEXES

- Cadre logique
- Rapport financier
- Liste de contacts (partenaires et acteurs du projet)
- Liste des documents élaborés lors du projet
- Liste du matériel acquis par le projet

PROJET: STDF/PG/593

*Amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire du
poivre de Penja au Cameroun pour faciliter l'accès aux
marchés internationaux*